



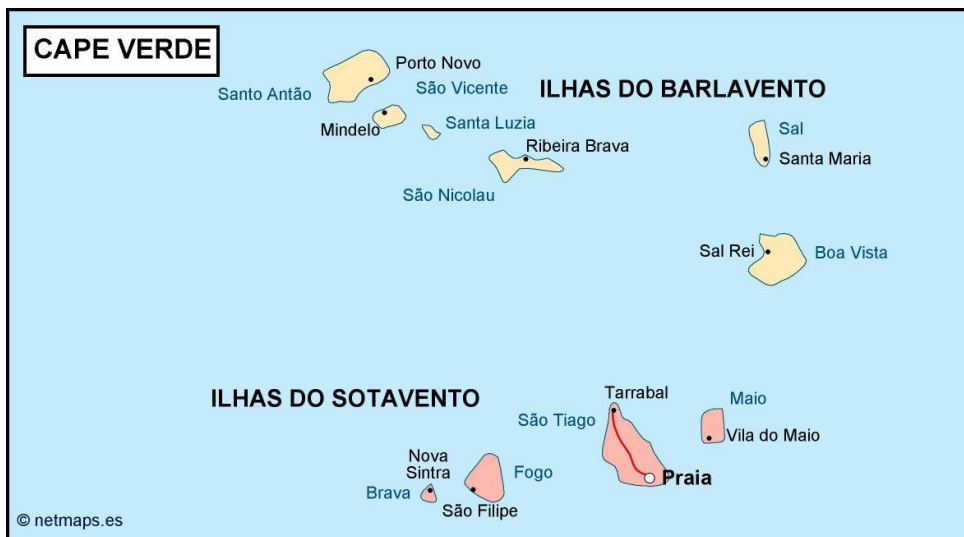
ÉTUDE SUR LES BESOINS DE FORMATION DES SECTEURS PRODUCTIFS DU CAP-VERT

ÉLABORÉ PAR IBC SPAIN
JUN 2020

Contenu

Rapprochement au pays	2
Évolution socioéconomique récente.....	3
Emploi.....	4
Analyse de la situation actuelle et perspectives du secteur productif et industriel au Cap-Vert. 9	
Situation actuelle du secteur productif du Cap-Vert	9
Sous-secteurs industriels avec du potentiel de croissance.....	13
Enjeux du secteur industriel au Cap-Vert.....	15
Mesures pour revitaliser le secteur industriel du Cap-Vert.....	20
Analyse des secteurs avec du potentiel de croissance au Cap-Vert	21
Énergies renouvelables	21
Construction.....	23
Tourisme.....	24
Économie bleue.....	26
Nouvelles technologies	27
Analyse de la formation générale et professionnelle au Cap-Vert	29
Système de la formation générale au Cap-Vert.....	29
Système de la formation professionnelle au Cap-Vert	30
Analyse des politiques publiques en emploi et formation au Cap-Vert	33
Entretien approfondi : M. Adriano Cruz, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce de Barlovento.....	36
Conclusions	37
ANNEXE I: Questionnaire M. Adriano Cruz	38
ANNEXE II: Index des tableaux, graphiques et illustrations	42

Rapprochement au pays



La République du Cap-Vert est un archipel situé dans l’Océan Atlantique, à une distance moyenne de 455 kilomètres du

continent africain. Les pays les plus proches sont le Sénégal, la Gambie et la Mauritanie. Composé par neuf îles et cinq îlots principaux, Cap-Vert a une surface totale de 4.033 km².

Au nord de l’archipel, on peut retrouver les îles de Barlovento : Santo Antao, Sao Vicente, Santa Luzia, Sao Nicolau, Sal et Boavista ; tandis que, au Sud, on retrouve les îles de Sotavento : Santiago, Fogo, Maio et Brava. Chacune d’elles est habitée à l’exception de Santa Luzia. La capitale du pays, Praia, est située dans l’île de Santiago. Le sommet de Fogo, avec 2.829 mètres d’hauteur et situé dans l’île du même nom, est le point le plus haut de l’archipel.

Cap-Vert, sur le plan administratif, est divisé en 22 municipalités ou “*concelhos*” et chaque municipalité a une assemblée municipale qui légifère et une chambre municipale qui équivaudrait à une mairie.

Le climat du Cap-Vert est tropical à faibles précipitations dû à l’influence des vents sahéliens. On peut distinguer deux saisons : la saison sèche, entre novembre et juillet, et la saison de pluies, entre août et octobre. La température varie entre les 20 et les 30 °C tout au long de l’année.

Le tableau suivant indique les données de base du pays :

Tableau 1. Données de Base du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : CIA WORLD FACT BOOK, Nations Unies et Banque Mondiale

DONNÉES DE BASE DU CAP-VERT	
Capitale	Praia
Villes principales	Praia, Mindelo
Population (juillet 2020)	583.255 habitants
Densité de population	135 habitants par Km ²

Croissance de la population	1,02%
Espérance de vie	73,2 ans
Taux d’alphabétisation	86,8%
Taux brut de natalité (par mille)	19,1 naissances/1000
Taux brut de mortalité (par mille)	5,9 morts/1000
Langue officielle	Portugais (officiel) et créole
Religion	Catholique (77,3%), protestante (4,6%), autres chrétiennes (18,1%)
Devise	Escudo du Cap-Vert (ECV)
Utilisateurs d’Internet (juin 2019)	266.562 utilisateurs

Évolution socioéconomique récente

L'économie du Cap-Vert est orientée vers le secteur des services avec une forte dépendance au tourisme, l'investissement étranger et les transferts de fonds de capverdiens vivant à l'étranger, c'est ainsi que la valeur ajoutée du secteur des services a représenté le 60,58% du PIB au cours de l'année 2018 (dernière donnée disponible), conformément aux données de la Banque Mondiale.

Cap-Vert a connu un progrès social et économique entre 1990 et 2008, motivé principalement par le développement rapide du secteur touristique. Pendant la période 2009-2015, la croissance économique s'est accélérée considérablement, comme résultat de l'impact prolongé de la crise financière mondiale.

Après la crise, la récupération de la croissance du produit intérieur brut (PIB) a commencé en 2016 et il est estimé qu'il a atteint le 5,1% en 2018, motivée principalement par les exportations, les investissements, la croissance solide dans le secteur industriel et le commerce.

Le tableau suivant indique l'évolution des principaux indicateurs socioéconomiques dans la période comprise entre 2016-2018 :

Tableau 2. Principaux indicateurs économiques. Élaboration ad hoc. Sources : diverses

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES	2016	2017	2018	Source
PIB (MUSD à des prix courants)	1 663 000	1 770 000	1 976 814,28	Banque Mondiale
Valeur ajoutée secteur primaire (%PIB)	8%	6,74%	5,26%	Banque Mondiale
Valeur ajoutée secteur secondaire (%PIB)	17,13%	18,19%	19,18%	Banque Mondiale
Valeur ajoutée secteur des services (%PIB)	61,79%	61,24%	60,58%	Banque Mondiale
Taux de variation réelle (%)	4,7%	3,7%	5,1%	FMI
Inflation. Moyenne annuelle (%)	-1,4%	0,8%	1,3%	FMI

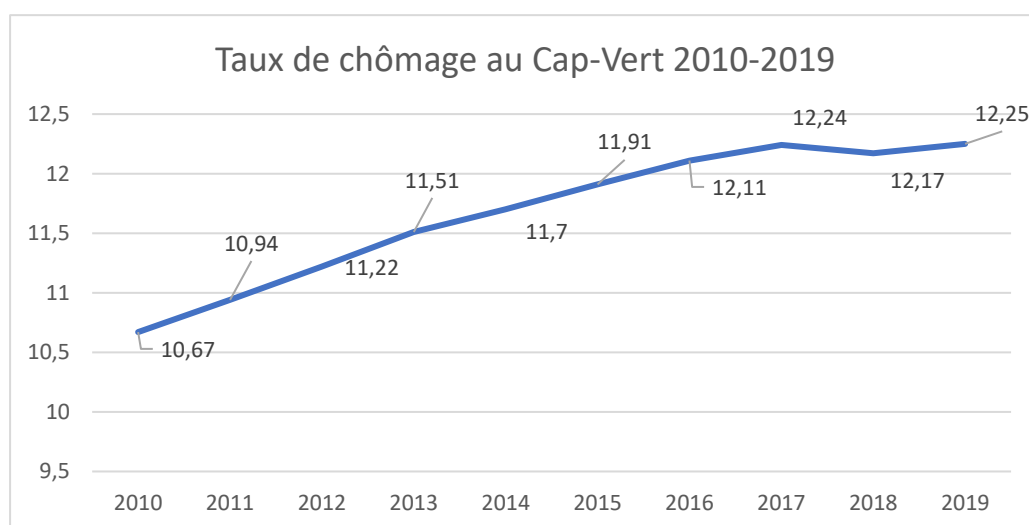
% Chômage de la population active	12,11%	12,24%	12,25%	Organisation Internationale du Travail/Banque Mondiale
Exportations en MUSD	735,5	812,74	964,28	Banque Mondiale
Exportations, % de variation concernant la période précédente	4,45%	7,53%	11,87%	Banque Mondiale
Importations en MUSD	997,18	1 192	1 348	Banque Mondiale
Importations % de variation concernant la période précédente	7,36%	16,37%	6,6%	Banque Mondiale
Investissement Étranger Directe en MUSD	126,31	111,71	107,97	UNCTAD

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), il est estimé que la croissance réelle du PIB au cours de l'année 2019 a été de 5,5% et, en plus, il est estimé qu'au cours de l'année 2020, son économie souffre d'une réduction de 5,5% par la situation conjoncturelle provoquée par le coronavirus. Pour l'année 2021, le FMI estime que Cap-Vert va augmenter de 5,5%, comme au cours de l'année 2019.

Emploi

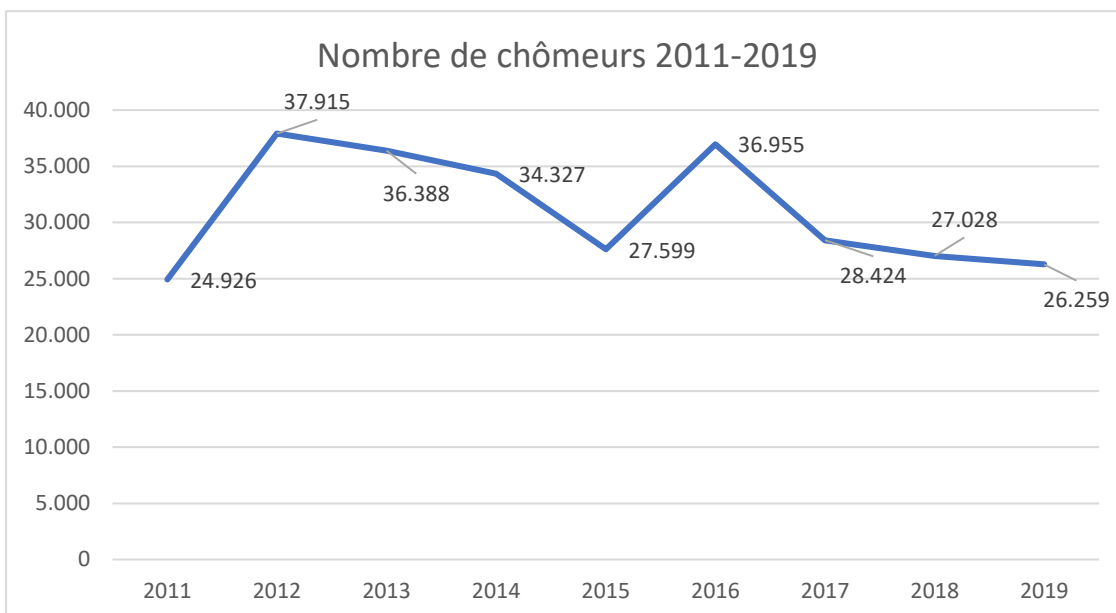
Cap-Vert a une population de presque de 600.000 millions d'habitants, et la plupart sont des jeunes, car le 67,1% de la population totale est âgée de 15 à 64 ans, conformément au Fonds des Nations Unies pour la Population, c'est-à-dire, qu'elle a une population de plus de 390.000 millions d'habitants en âge de travailler et considérée population active.

Tel qu'il a été constaté au début du document, le taux de chômage au cours de l'année, conformément à la Banque Mondiale à partir des modèles prédictifs de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) des Nations Unies, le chômage au Cap-Vert atteint le 12,17% du total de la population ayant l'âge pour travailler (15 ans ou plus), au cours de l'année 2018, le 12,25% en 2019 face à un taux de 10,67% enregistré au cours de l'année 2010.



Graphique 1. Taux de chômage 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale/OIT

Conformément aux mêmes sources précitées, le taux de chômage est plus élevé chez les hommes, qui ont atteint un taux de chômage du 12,85% au cours de l'année 2019, pendant que les femmes avaient atteint un taux de chômage du 11,49%. L'Institut National des Statistiques du Cap-Vert (INE) fournit des données concernant le chômage pour l'année 2019, qui établit en 26.259 personnes au chômage face aux 27.028 chômeurs en 2018 ou les 24.926 personnes au chômage en 2011 tel qu'il est indiqué à la suite :



Graphique 2. Nombre de chômeurs 2011-2019. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

L'INE du Cap-Vert a publié, également, les statistiques concernant l'emploi informel, conformément à ces données il existe 110.888 personnes en situation d'emploi informel en 2019, ce qui représente une augmentation du 3,7% par rapport à l'année 2018, et une réduction du 8,15% en ce qui concerne l'année 2015.

Tableau 3. Statistiques concernant l'emploi informel au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

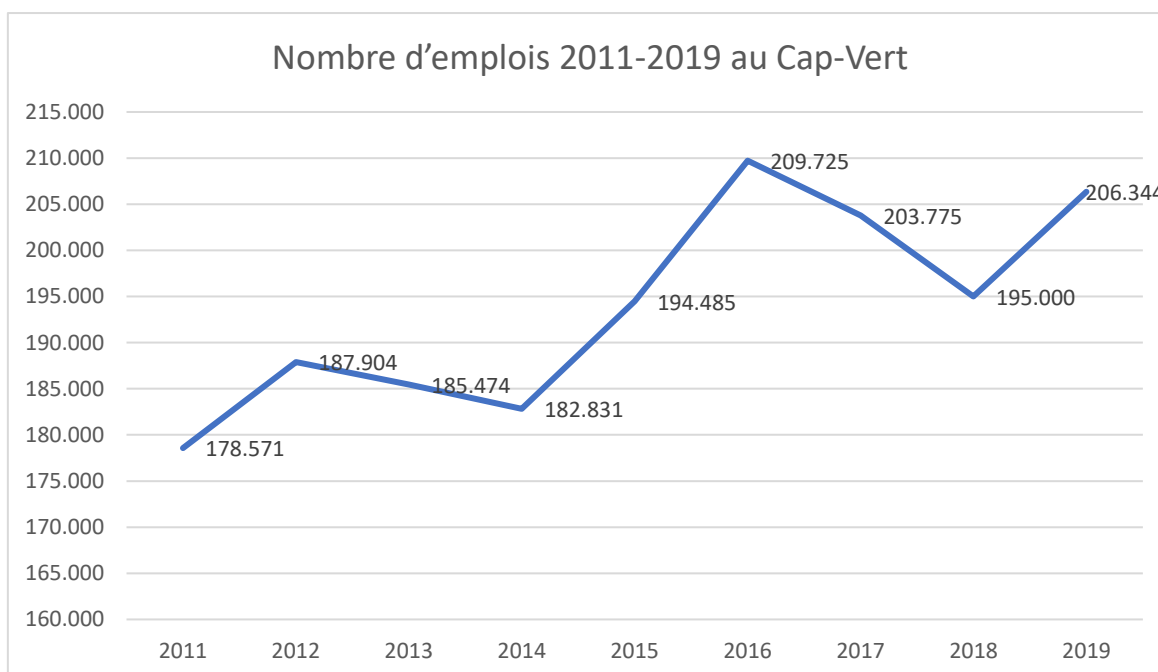
Statistiques concernant l'emploi informel au Cap-Vert						
	2015	2016	2017	2018	2019	Variation annuelle (2018 2019)
Total	119 930	125 048	112 756	106 975	110 888	3,7
Type de résidence						
Urbain	71 482	72 404	71 455	68 258	69 325	1,6
Rural	48 448	52 644	41 301	38 717	41 563	7,4
Praia	34 108	30 174	34 320	33 038	35 032	6%
Saint-Vincent	18 313	17 754	16 998	15 918	15 385	-3,4%
Sexe						
Masculin	64 483	70 306	64 322	62 149	63 206	1,7
Féminin	55 447	54 742	48 434	44 826	47 682	6,4
Tranche d'âge						
15-34	57 239	59 992	53 799	51 427	51 609	0,4
15-24	21 294	20 615	18 310	17 749	16 630	-6,3

25-34	63 463	70 089	35 490	33 678	34 979	3,9
35-64	31 790	31 069	56 183	52 979	57 201	8,0
65 ou plus	3 383	3 275	2 774	2 569	2 078	-19,1

Il est extrait du tableau ci-dessus les conclusions suivantes :

- L'emploi informel se produit, surtout, dans toutes les zones urbaines et, au cours de l'année 2019, il a représenté le 62,52% du total de l'emploi informel, face au 37,48% dans les zones rurales.
- Les municipalités (concelhos) de Praia et Saint-Vincent accaparent plus du 45% de l'emploi informel au cours de l'année 2019.
- L'emploi masculin a représenté le 57% du total face au 47% féminin au cours de l'année 2019.
- En 2019, par tranche d'âge, l'emploi informel est réalisé, surtout, entre les 35 et les 64 ans en accaparant le 51,58% du total de l'emploi informel, suivi de près par la tranche comprise entre les 15 et les 34 ans qui représente le 46,54% du total de l'emploi informel.

Cap-Vert a comptabilisé un total de 206.344 emplois, conformément aux données de l'INE du Cap-Vert, ce qui représente une augmentation du 5,82% par rapport à l'année 2018 et une augmentation du 15,55% par rapport à l'année 2011. Cela démontre que l'augmentation du PIB est en train de générer de l'emploi.



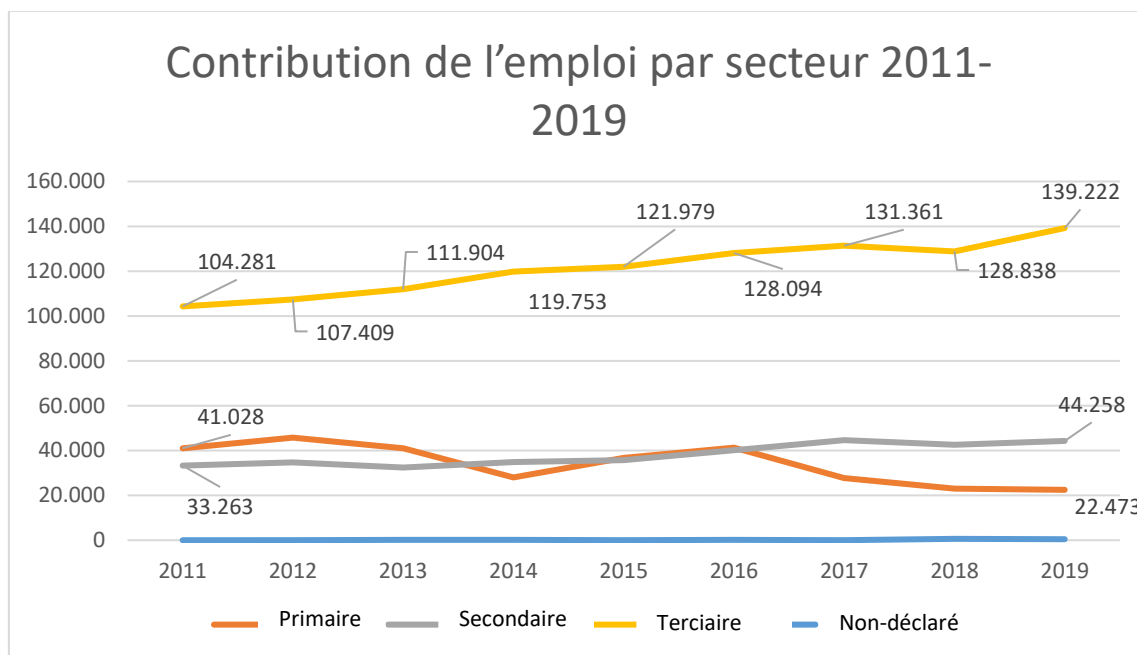
Graphique 3. Nombre d'emplois 2011-2019 au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

Si nous nous concentrons sur le rapport emploi et secteur productif de l'économie du Cap-Vert pendant la période 2011-2019, selon les données de l'INE du Cap-Vert, comme c'est le cas dans son PIB, c'est le secteur des services celui qui donne le plus d'emploi, en représentant le 67,47% du total des emplois au cours de l'année 2019. Dans la période analysée, 2011-2019, le secteur a augmenté le recrutement à 33,51%, ayant l'année 2019 les meilleures données de la série temporelle analysée.

Deuxièmement, il est souligné le secteur de l'industrie lequel, au cours de l'année 2019, a atteint les 44.258 emplois, ce qui représente le 21,45% du total. Le secteur industriel est le deuxième secteur qui a génère le plus d'emploi pendant la période analysée, 2011-2019, qui a connu une croissance du 33,06%. L'année 2019 a été la meilleure année de la série, ce qui indique l'industrialisation progressive du pays.

Dernièrement, le secteur primaire a représenté le 10,89% des emplois au cours de l'année 2019 avec 22.473 personnes et c'est le seul secteur qui perd de la représentativité quant à l'emploi, car, au cours de la période comprise entre 2011 et 2019, il a baissé de 45,23%.

Au cours de l'année 2019, on a enregistré plus de 300 emplois non-affectés à aucun secteur productif du Cap-Vert.



Graphique 4. Nombre d'emplois par secteur au Cap-Vert (2011-2019). Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

La Banque Mondiale a publié, en 2018, un diagnostic systématique sur le Cap-Vert, dans lequel il est indiqué que le chômage des jeunes est élevé (63% dans la capitale, Praia), en partie à cause du manque de compétences et des problèmes persistants de décrochage scolaire, ce qui conduit à une augmentation de la délinquance juvénile. En plus, les groupes de population les plus pauvres affrontent les charges de travail non-rémunérées les plus élevées, ce qui limite leur temps disponible pour réaliser des travaux productifs, améliorer ses capacités ou chercher un emploi.

Tableau 4. Chômeurs par tranche d'âge 2011-2019 Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

Ce diagnostic coïncide avec les données des chômeurs par tranche d'âge publié par l'INE du Cap-Vert. Au cours de l'année 2019, la tranche d'âge comprise entre 25 et 34 ans a été celui qui a

Tranche d'Âge	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
15-34	21 565	28 948	28 453	26 181	20 945	30 887	21 361	20 694	17 987
15-24	12 280	15 681	14 244	13 874	10 262	18 040	11 513	8 967	7 588
25-34	9 285	13 266	14 209	12 306	10 683	12 847	9 848	11 727	10 399
35-64	3 236	8 799	7 731	8 125	6 634	5 947	7 032	6 333	8 249
65 ou plus	125	169	203	22	20	122	30	0	24
Total	24 926	37 915	36 388	34 327	27 599	36 955	28 424	27 028	26 259

enregistré le plus de chômeurs, en représentant le 57,81% du total des chômeurs au cours de cette année, bien que la tendance au cours de la période 2011-2019 est à la baisse, les chômeurs dans cette tranche temporelle ont diminué de 12%.

Cap-Vert considère une priorité absolue de renforcer son capital humain, pour cela, en octobre 2019, la Banque Mondiale a approuvé le Cadre d'Association du Pays avec le Cap-Vert pour la période 2020-2025, dans lequel il est souligné l'engagement technique et financier pour accélérer l'amélioration du capital humain pour une croissance inclusive menée par les services et pour renforcer l'environnement pour une économie plus diversifiée dans l'archipel.

Analyse de la situation actuelle et perspectives du secteur productif et industriel au Cap-Vert

Situation actuelle du secteur productif du Cap-Vert

Cap-Vert se distingue pour avoir une économie orientée vers le secteur des services, tel qu'il est expliqué préalablement, le secteur des services a contribué de 60,58% au PIB du Cap-Vert au cours de l'année 2018, face à un 55,54% au cours de l'année 1990.

Tableau 5. Secteurs productifs du Cap-Vert. *Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale*

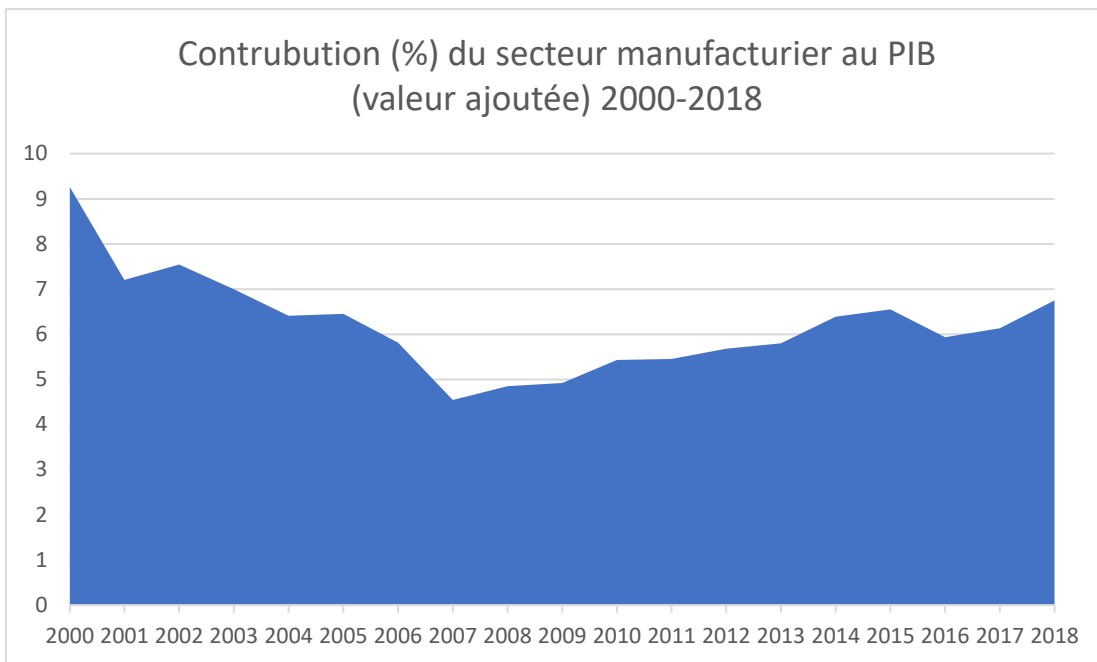
Indicateur	Contribution au PIB (valeur ajoutée)				
	1990	2000	2010	2018	Croissance 2017-2018
Agriculture, élevage et pêche	14,39%	12,87%	7,99%	5,26%	-19,04%
Industrie (y compris la construction), valeur ajoutée (% PIB)	30,01%	19,16%	18,15%	19,18%	8,05%
Services, valeur ajoutée (% PIB)	55,54%	65,38%	61,16%	60,58%	4,39%

Si nous observons l'évolution du pourcentage de la contribution de chaque secteur, nous observons comment, dans la contribution du PIB au cours de l'année 2018, le seul secteur qui a diminué a été le secteur primaire. Ceci s'explique par l'urbanisation, le changement climatique qui provoque des sécheresses, les bas salaires dans le secteur, etc.

Au contraire, le secteur avec une meilleure croissance interannuelle a été le secteur industriel avec une croissance du 8,05% basé, principalement, par la croissance de l'activité de la construction et la production de matériels de construction.

Selon l'ICEX, le sous-secteur manufacturier est en pleine expansion, lentement, et représente un 40% du secteur secondaire. Il est mis l'accent sur l'industrie de l'alimentation et des boissons, le traitement de poissons, le textile et les chaussures, la réparation de bateaux, les distilleries de rhum, les matériaux de construction et les médicaments.

Si nous analysons l'activité manufacturière globalement, nous pouvons observer que sa contribution au PIB (valeur ajoutée) depuis l'année 2000 jusqu'à l'année 2007 a été en train de perdre de l'importance relative et depuis l'année 2008 était en train d'expérimenter une augmentation progressive concernant sa contribution au PIB, au cours de l'année 2018 il a atteint le 6,75% selon les données de la Banque Mondiale, mais continue à être éloigné du 9,26% enregistré au cours de l'année 2000.



Graphique 5. Contribution (%) du secteur manufacturier au PIB (valeur ajoutée) 2000-2018.
Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Si nous nous concentrons sur les entreprises manufacturières, Cap-Vert réalise l'enquête de confiance des entreprises chaque trimestre et conformément aux résultats obtenus dans le quatrième trimestre de 2019, l'indicateur de confiance a été maintenu au même niveau que dans le trimestre précédent, situé au-dessous de la moyenne de la série, étant défavorable la situation dans le secteur et en évoluant négativement par rapport à la même période de l'année 2018.

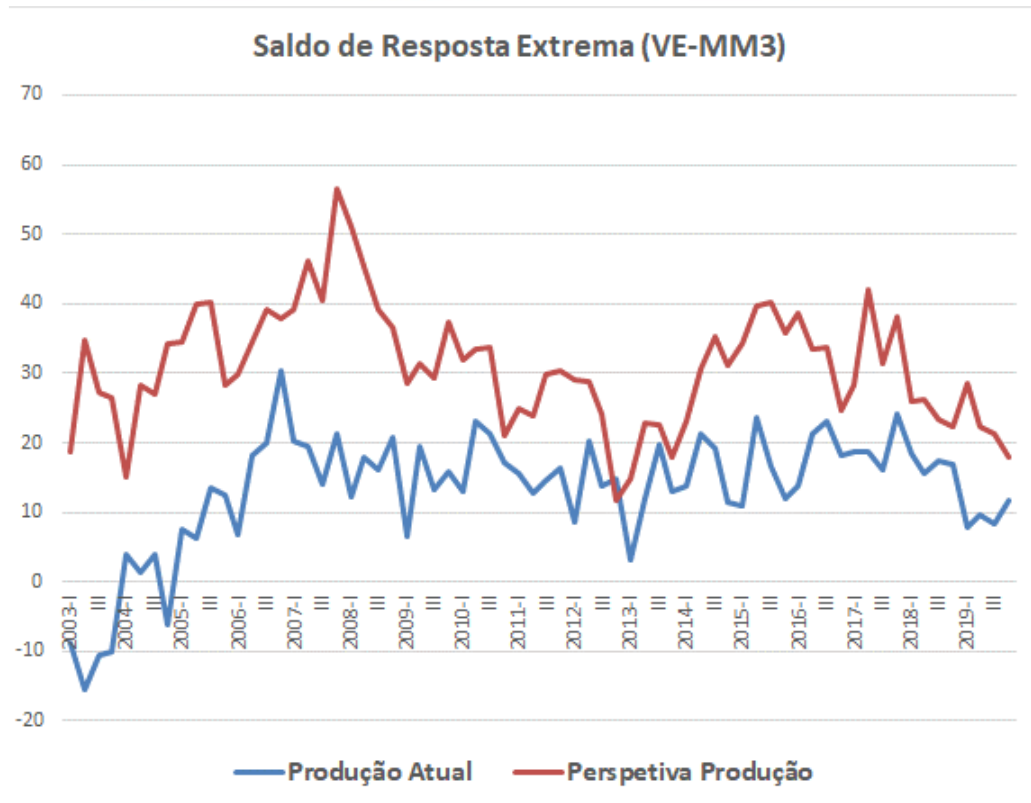


Illustration 1. Évolution de la production perspective. Source : INE Cap-Vert

Concernant les variables soumises à enquête, dans le troisième trimestre de l'année 2019, il y a eu une réduction du volume de production par rapport à la même période de l'année 2018. Pendant les mois suivants, les entrepreneurs attendent une réduction de la production et une baisse du volume d'emploi, par rapport au même trimestre de l'année précédente.

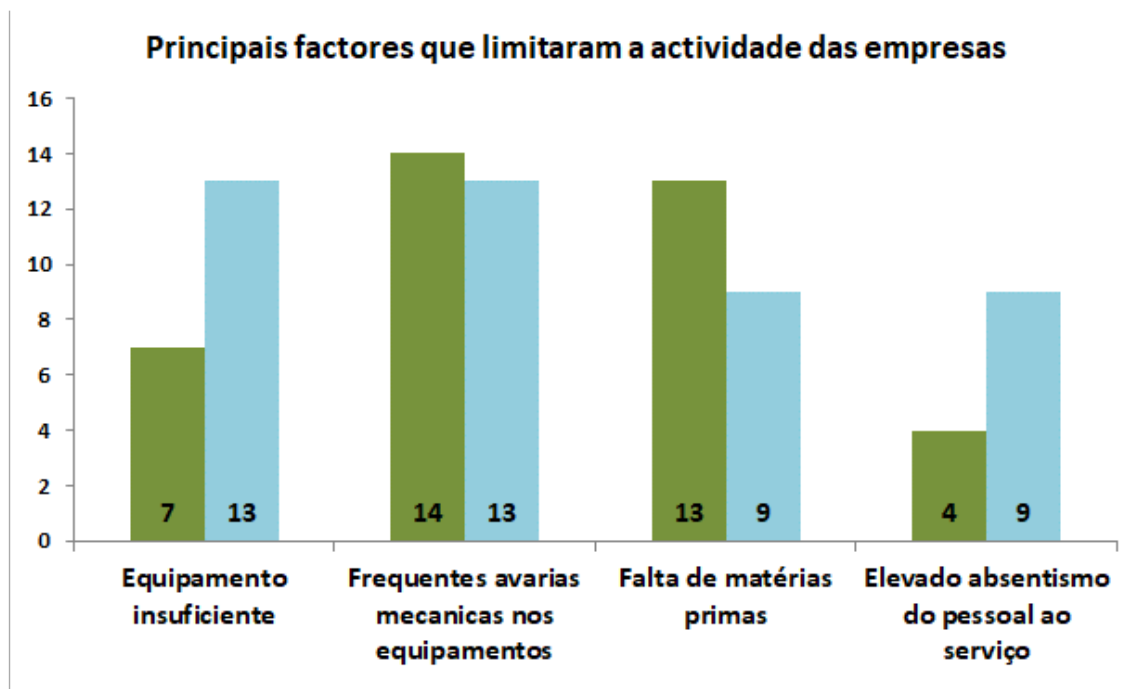


Illustration 2. Facteurs limitatifs de l'activité manufacturière. Source : INE Cap-Vert

Selon les résultats obtenus dans le quatrième trimestre de l'année 2019, du point de vue des entrepreneurs, les limitations dans ses activités ont augmenté jusqu'au 25% par rapport au 19% enregistré avec la même période en 2018. Les principales causes des difficultés susmentionnées, du point de vue des entrepreneurs, ce sont les fréquentes pannes mécaniques et l'équipement insuffisant. Le manque de matières premières et l'absence élevée au travail étaient également importants.

En matière de compétitivité globale, conformément au Rapport de Compétitivité élaboré par le World Economic Forum au cours de l'année 2019, Cap-Vert se situait au rang 112 de 141 du Taux de Compétitivité Globale, face au rang 113 en 2018, avec un score de 50,8 (sur 100), en améliorant légèrement son score (+0,6) par rapport à l'année précédente, mais pas suffisamment pour monter des rangs dans le classement.

Ce classement analyse les différents aspects en tant qu'environnement, capital humain, marchés et écosystème novateur lesquels, à son tour, se divisent en plusieurs sous-indices. Les scores du Cap-Vert sont les suivantes :

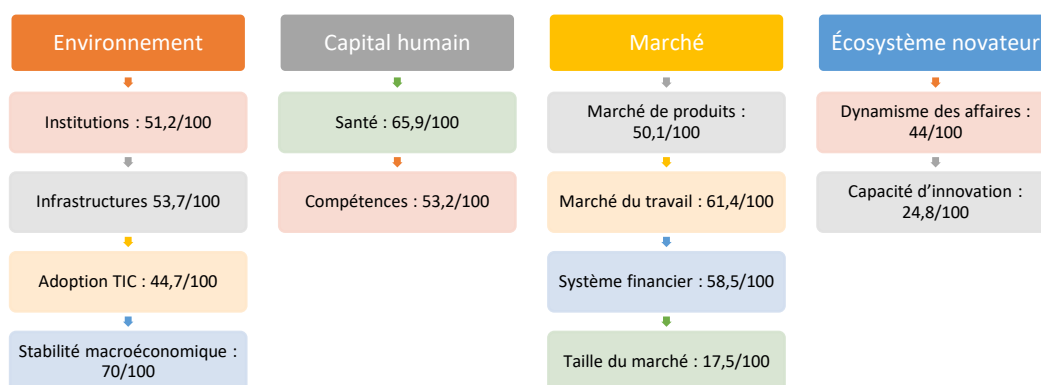


Illustration 3. Taux de compétitivité du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique et Mondial

Comme le montre l'illustration précédente, le Cap-Vert se distingue, surtout, par la stabilité institutionnelle et macroéconomique, de même que pour la santé. Par contre, il a une marge de progression en tout ce qui concerne la taille du marché, le dynamisme des affaires, l'innovation, la technologie et les compétences dans le domaine du capital humain.

Tel qu'il est précisé par le Fonds Monétaire International dans son rapport d'avril 2020 concernant l'impact du COVID-19 au Cap-Vert, au cours des quatre dernières années, le pays a indiqué une croissance solide, une faible inflation et l'amélioration de la position externe permettant au Cap-Vert de maintenir un niveau approprié de réserves internationales. La situation fiscale a été renforcée également grâce aux efforts soutenus de mobilisation de recettes et la maîtrise des dépenses, ainsi que le progrès des réformes des entreprises de l'État (SOE). Bien qu'il y a encore des facteurs qui font que l'archipel ne libère pas tout son potentiel de croissance comme, par exemple, l'économie peu diversifiée, sa connectivité réduite entre les îles, les coûts de transaction élevés et une taille de marché réduite.

Dans le rapport susmentionné du FMI, il est prévu que le Cap-Vert recule un 5,5%, dû à la contraction dans les secteurs du tourisme et du transport, touchés directement par le coronavirus. Également, le reste des secteurs seront touchés, donc cela aura un impact dans les comptes publics du gouvernement du Cap-Vert.

Le Cap-Vert se trouve au 131ème rang du Doing Business au cours de l'année 2019 des 190 composant ce classement ayant un score de 55, classifiant les pays conformément à la facilité qui fournissent pour faire des affaires. Au cours de la dernière année, le Cap-Vert a descendu de 4 rangs dans ce classement.

Sous-secteurs industriels avec du potentiel de croissance

Dans le secteur industriel, il existe des sous-secteurs divers, mais, dû à sa taille, il n'y a pas beaucoup d'informations ni de ventilation de son activité. L'INE du Cap-Vert a réalisé une enquête sur les entreprises (formelles) au cours de l'année 2018, dans lequel on peut apprécier comment le nombre d'unités de production de l'industrie de transformation est maintenu relativement stable entre 2013 et 2018, en atteignant les 931 unités de production dans ce segment, ce qui représente une augmentation du 4% par rapport à l'année 2017 et une augmentation du 0,65% par rapport à l'année 2013.

Tableau 6. Entreprises actives dans le secteur industriel 2013-2018. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

Secteurs de l'activité économique	Nombre d'entreprises actives						Taux de variation 2018-2017
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
Industrie extractive	13	15	15	17	17	15	-11,8%
Industrie de transformation	925	945	959	952	895	931	4%
Électricité, Gaz	11	11	16	15	18	15	-16,7%
Récupération, traitement et distribution de l'eau, assainissement et gestion des déchets	20	21	23	27	29	33	13,8%
Construction	285	257	266	288	386	391	1,4%
Commerce de véhicules et réparation	4 281	4 329	4 379	4 389	4 388	4 631	5,5%
Transport et stockage	119	125	134	145	195	202	3,8%

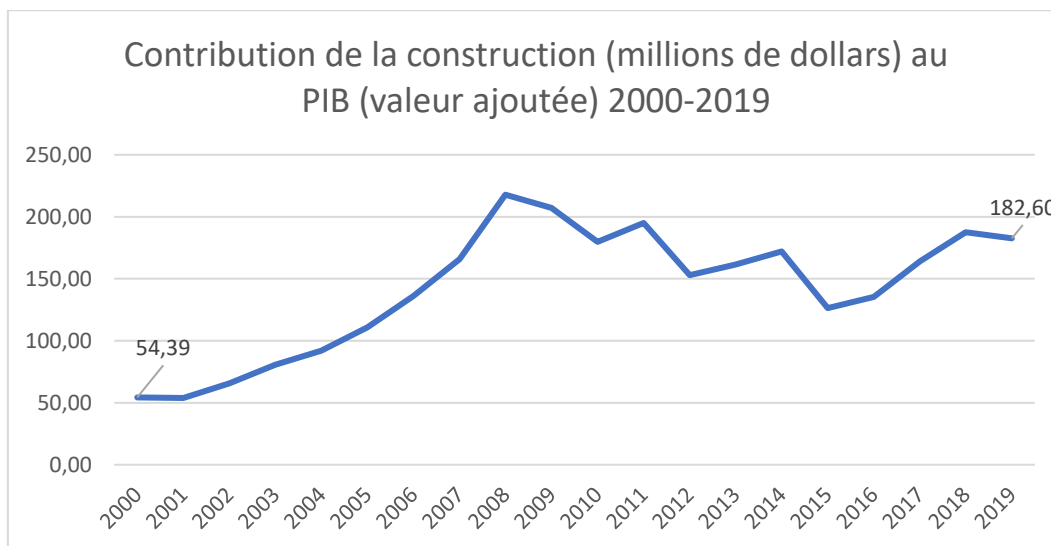
De même, il est souligné le nombre d'entreprises consacrées à la vente et réparation de véhicules, très lié au secteur touristique, avec un total de 4.631 entreprises, ce qui constitue une augmentation du 5,5% par rapport à l'année 2017 et une augmentation du 8,18% par rapport à l'année 2013.

Le domaine de récupération, traitement et distribution de l'eau, assainissement et gestion des déchets représente la plus forte augmentation des entreprises dans une même année, avec 33 entreprises au total au cours de l'année 2018 et une augmentation du 13,8% par rapport à l'année 2017.

Dans l'industrie, il est inclus le secteur de la construction, qui a atteint les 391 entreprises formelles au cours de l'année 2018, avec une augmentation du 1,4% par rapport à l'année 2017 et du 37,19% par rapport à l'année 2013, ce qui indique que le secteur est en plein essor dû au boom de l'immobilier et du tourisme dans le pays.

Conformément aux données de l'INE du Cap-Vert, la contribution de la construction au PIB au cours de l'année 2017 (dernière donnée disponible) a été du 9,3% face au 8,1% en 2016.

Selon les données de l'INE du Cap-Vert, le secteur de la construction a employé à 7.185 personnes au cours de l'année 2019 face aux 5.234 au cours de l'année 2011. En plus, selon la Banque Africaine de Développement, le secteur de la construction a généré une valeur ajoutée au PIB de 182,6 millions de dollars au cours de l'année 2019, ce qui représente une augmentation du 235,72% si nous le comparons avec l'année 2000.



Graphique 6. Contribution de la construction au PIB du Cap-Vert 2000-2019 (Valeur ajoutée). Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

Enjeux du secteur industriel au Cap-Vert

Le Cap-Vert a fait face à une série d'enjeux historiques pour un meilleur développement de l'industrie, qui sont résumés ci-après :

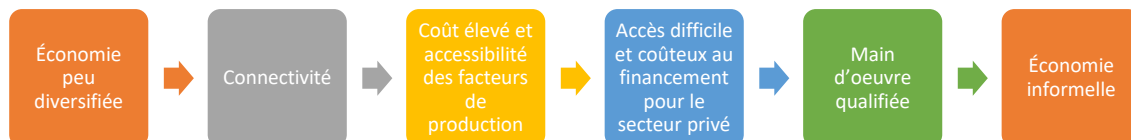


Illustration 4. Enjeux du secteur industriel. Élaboration ad hoc. Source : Plan Stratégique de Développement Durable 2017-2021 du Cap-Vert

A) Économie peu diversifiée

Le Cap-Vert fait face à des vulnérabilités naturelles, liées à son origine volcanique, sa condition d'île et d'archipel, sa localisation dans la région du Sahel, les faibles précipitations et le manque de ressources minérales. En plus, sa petite dimension territoriale, démographique et économique et son isolement du continent africain représentent des caractéristiques limitant les possibilités réelles de développement. Par conséquent, sa vulnérabilité aux chocs externes n'est qu'un facteur aggravant, et la performance, mesurée par les revenus nationaux, cache généralement la vulnérabilité de l'économie du Cap-Vert.

Le fait que l'économie du Cap-Vert est peu diversifiée est apprécié dans la prévision de croissance prévue pour cette année de la part du FMI qui la situe dans une réduction de 5,5% du PIB à cause de sa forte dépendance du secteur touristique, reflétée dans les données indiquées préalablement comme sa contribution au PIB et à l'emploi.

Un autre facteur déterminant la faible diversification c'est celui les exportations du Cap-Vert qui se concentrent sur les produits de la pêche lesquels, entre les produits transformés et les exportations de produits non-transformés représentent le 76,47% de la totalité des exportations au cours de l'année 2019, tel qu'indiqué par les données d'UNCOMTRADE pour l'année 2019 :

Tableau 7. Produits exportés en 2019. Élaboration ad hoc. Source : UNCOMTRADE

Domaine	Valeur exportée 2019 (milliers de dollars)
Tous les produits	61.879
Préparations de viande, poissons ou crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques.	37.325
Poissons et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques.	10.020
Vêtements et accessoires, tricots	3.582
Chaussures, guêtres et articles analogues ; parties de ces articles	3.291
Vêtements et accessoires, à l'exception des tricots	2.963
Résidus et déchets des industries alimentaires ; aliments préparés pour animaux	1.747
Jouets, jeux et articles pour divertissement ou sport ; ses parties et accessoires.	1.369
Machines, appareils et engins mécaniques, réacteurs nucléaires, chaudières ; parties de ces machines, etc.	347
Boissons, liquides alcooliques et vinaigre	306
Préparations à la base de céréales, farine, amidon, fécule ou lait ; produits de pâtisserie	216
Graisses et huiles animales ou végétales ; produits de son dédoublement ; graisses alimentaires...	200
Produits pharmaceutiques	149
Lait et produits laitiers ; œufs de volaille ; miel naturel ; produits alimentaires d'origine animal...	128
Sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments	101
Produits de la meunière ; malt ; amidon et fécule ; inuline ; gluten de blé	78
Café, thé, maté et épices	27
Chapeaux, autres coiffures, et ses parties	19
Sucres et articles de confiserie	5
Produits éditoriaux, de la presse et autres industries graphiques, textes manuscrits, etc.	3
Peaux (à l'exception de la fourrure) et cuirs	2
Préparations alimentaires diverses	1

En plus, les exportations ont eu un comportement irrégulier dû au fait qu’elles dépendent, d’une part, des produits de la pêche et, d’autre part, des prix au niveau international de cette pêche, c’est ainsi que, au cours de l’année 2019, les exportations ont été réduites de 18% jusqu’aux 61,879 milliards de dollars. Depuis 2015, certaines réductions ont survécu sauf en 2018, conformément aux données de UNCOMTRADE.

Cap-Vert a un déficit commercial chronique, car il dépend des importations de biens de consommation et de matière première. Sa balance commerciale en 2019 a été de -727,928 millions de dollars, et les importations ont augmenté de 10% au cours de l’année 2019 par rapport à l’année dernière.

Tableau 8. Variables de croissance d’exportations 2015-2019. Élaboration ad hoc. Source : UNCOMTRADE

Variable	Valeur
Croissance des exportations en valeur entre 2015-2016, %	-6
Croissance des exportations en valeur entre 2016-2017, %	-20
Croissance des exportations en valeur entre 2017-2018, %	51
Croissance des exportations en valeur entre 2018-2019, %	-18
Valeur exportée en 2019, milliers de dollars	61.879
Valeur importée en 2019, milliers de dollars	789.807
Croissance des importations en valeur entre 2018-2019, %	10
Balance commerciale 2019, milliers de dollars	-727.928

B) Déficits en infrastructures et connectivité

Le manque de connectivité du transport ou des télécommunications, représente un enjeu pour le développement dû à la géographie du pays.

En matière de transport terrestre, l’archipel dispose d’un réseau de routes et d’infrastructures portuaires et aéroportuaires d’une qualité acceptable. Il existe 1.437 km. de routes, selon la Chambre de Commerce du Cap-Vert, desquels 932 km. sont asphaltés selon les données du CIA World Factbook. Un tiers du réseau routier se trouve distribué dans les îles de Santiago et Saint-Vincent qui concentrent, à leur tour, les deux tiers de la population.

En matière d’infrastructures et services de transport aérien, le pays dispose de quatre aéroports internationaux à Praia, Boavista, Santiago et Sal. Il dispose, également, d’aérodromes dans l’île de Fogo, Maio, Sao Nicolau et Sao Vicente Aéroports et Sécurité Aérienne du Cap-Vert (ASA) est l’entreprise chargée de la gestion du trafic aérien dans l’archipel. La gestion fortement déficitaire de la compagnie aérienne nationale, Transports Aériens du Cap-Vert (TACV), a conditionné l’arrivée de nouveaux opérateurs dans le trafic aérien interinsulaire comme la compagnie BINTER.

Le pays dispose de ports dans toutes les îles habitées. Porto Grande, dans l’île de Saint-Vincent, et le port de Praia, dans l’île de Santiago, constituent les infrastructures les plus importantes de chargement et passagers. Les deux ports ont de la capacité pour recevoir des bateaux à grande calaison, ils possèdent une terminal à conteneurs et disposent de services de réparation navale et un terminal de croisière à Porto Grande. La connectivité maritime limitée entre les îles, avec un manque de fréquences fixes et une faible efficacité, fragmente fortement le marché et augmente fortement les coûts logistiques.

C) Coût élevé des facteurs de production

Un des principaux problèmes rencontrés dans les entreprises industrielles nationales et étrangères c'est celui des difficultés d'accès à l'eau et à l'énergie (entre autres facteurs de production).

Selon le Taux de Doing Business de la Banque Mondiale, obtenir de l'électricité est un des enjeux majeurs du Cap-Vert, car, conformément à ce taux, ce facteur est situé au rang 170 (d'un total de 193 économies analysées) dû à son coût élevé (0,263 centimes de dollar par KWh), à cause du temps d'obtention d'électricité (81 jours de moyenne pour une entreprise) et par sa bureaucratie excessive, car il faut réaliser 6 procédures différentes pour l'obtenir.

Les enjeux auxquels le Cap-Vert fait face concernant les ressources en eau sont importants. La pénurie d'eau du pays fait qu'il dépend du processus de dessalement qui nécessite beaucoup d'énergie, ce qui rend cela encore plus coûteux à cause du prix élevé du combustible importé pour alimenter le réseau national. Les sévères sécheresses et le manque d'opportunités d'emploi ont contribué historiquement à l'émigration massive, particulièrement aux États-Unis et au Portugal. Aujourd'hui, plus de personnes d'origine cap-verdienne vivent à l'étranger par rapport aux personnes vivant à l'intérieur du pays.

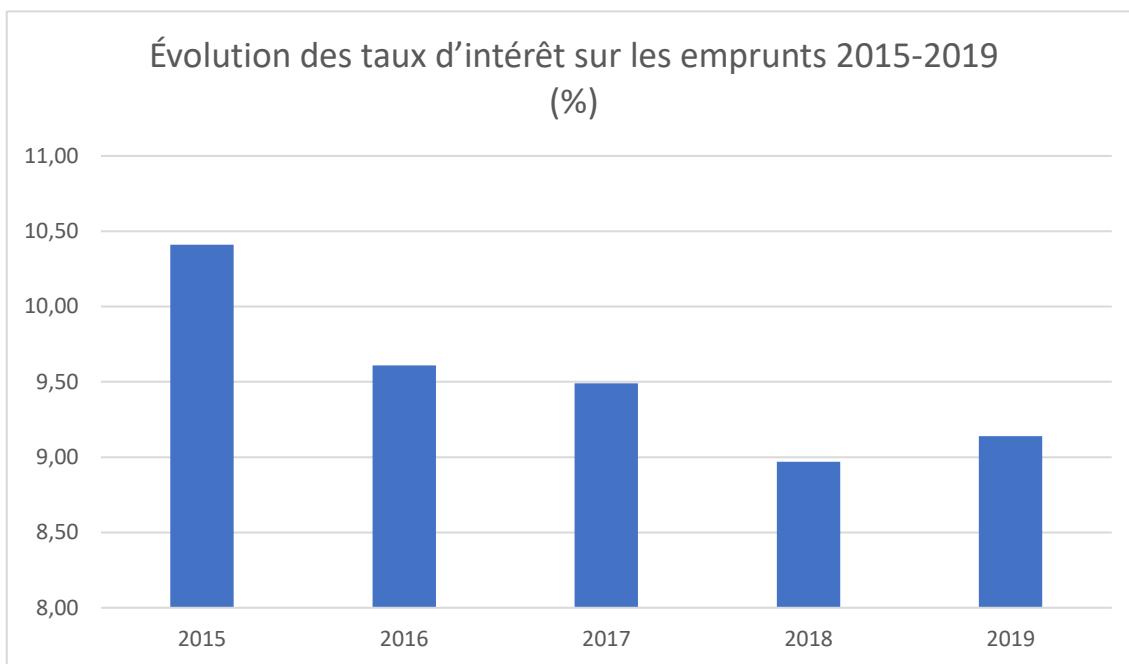
D) Accès difficile et coûteux au financement pour le secteur privé

Selon les données de la Banque Centrale du Cap-Vert, le système financier privé du Cap-Vert est composé de sept banques commerciales, quatre entités bancaires avec autorisation restreinte, deux établissements de garantie de crédit, deux compagnies d'assurance et trois sociétés financières.

Cependant, le système se caractérise par une concentration très élevée. Selon le Country Strategic Paper (CSP) de la BAD 2014-2018, deux uniques institutions concentrent le 70% du total des actifs bancaires. Il présente deux particularités importantes : une forte concentration dans l'immobilier et la construction et des excès de liquidité persistants.

Selon les données de la Banque Centrale du Cap-Vert, en 2019, 109,0796 milliards d'escudos cap-verdiens ont été octroyés face aux 102,9918 milliards octroyés en 2017 au secteur privé, ce qui représente une hausse de 5,71% en deux ans.

Malgré le fait que le taux d'intérêt officiel de la Banque Centrale du Cap-Vert se situe entre le 1-1,5% conformément aux données de la Banque Mondiale, le taux d'intérêt moyen pour les emprunts est situé en 2019 dans le 9,14%, bien qu'on apprécie une tendance à la baisse de ces intérêts, l'accès au financement est cher au Cap-Vert.



Graphique 7. Évolution des taux d'intérêts sur les emprunts 2015-2019 (%). Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Le Budget de l'État du Cap-Vert pour 2020 prévoit un montant de plus de cinq milliards d'escudos pour améliorer l'écosystème de financement des entreprises, améliorer l'environnement des entreprises, encourager l'investissement et la production nationale.

E) **Secteur informel**

Selon une étude de l'INE concernant l'économie informelle au Cap-Vert, le pays avait 33.228 unités de production informelle (UPI) non-agricoles, ce qui représente une augmentation du 38% par rapport à l'année 2010. En plus, ces unités informelles, à son tour, représentaient le 12,1% en termes de PIB, malgré une tendance à la baisse du 25% en 2009 et une facturation annuelle de 180 millions USD. Parmi ces unités, le 62,5% appartiennent aux femmes ou sont encouragés par les femmes.

La majorité des unités de production informelle au Cap-Vert (46,7%), elles n'ont pas un endroit spécifique pour exercer l'activité respective. En fait, le 6,6% n'a pas de capital, mais dans les six dernières années il y a eu une augmentation considérable de capital des unités, de 2.592 euros à 3.501 euros.

Par secteur, l'industrie accapare le 36,6% des UPIs, suivie par le secteur du commerce avec le 34,9% et le secteur services avec le 28,5% du total des unités de production informelle.

Il est observé que, globalement, seulement le 2,8% des travailleurs étaient formés dans une école technique et la même proportion a été formée dans un centre d'emploi et formation professionnelle.

Mesures pour revitaliser le secteur industriel du Cap-Vert

Cap-Vert a développé le Plan Stratégique de Développement Durable 2017-2021 où on collecte une série de mesures qui ont pour but de soutenir l'amélioration de la compétitivité du secteur industriel lui permettant de promouvoir son intégration dans l'économie nationale et faciliter l'accès à des différents marchés afin qu'elle soit plus productive. Ces mesures sont résumées comme suit :

- Formation et assistance technique pour les opérateurs industriels : le développement des capacités techniques et technologiques des opérateurs nationaux pour l'expansion dans le marché national et l'internationalisation est stratégique, afin que les entreprises nationales puissent concurrencer dans les parties les plus accessibles des chaînes de valeur globales comme l'approvisionnement de fruits frais, végétaux, poisson et services techniques à des centres touristiques.
- Optimisation de la production : pour maintenir la participation des entreprises nationales dans les chaînes de valeur mondiales et atteindre les parties les plus rentables de celles-ci, il est nécessaire d'augmenter les niveaux de productivité. Il est donc urgent d'ajuster le coût des facteurs pour intégrer le marché interne par le biais du transport maritime et pour garantir les niveaux de service compétitifs de facteurs de base comme l'énergie, l'eau, les télécommunications et l'infrastructure économique.
- Financement des industries : la production industrielle nécessite des mécanismes de financement appropriés pour l'opération économique, de sorte que le faible fonctionnement des divers mécanismes existants se révèle comme une contradiction et une menace qui doit être corrigée, en termes d'évaluation de risques et garanties, crédit, instruments de financement alternatifs et microfinances. Outre la capitalisation des instruments, il est nécessaire de former les institutions, donc on propose de mettre en œuvre un plan pour le développement et l'alignement des mécanismes de financement dans le secteur industriel.
- Formation institutionnelle : en ce qui concerne la réforme de l'environnement opérationnel des entreprises industrielles, et tenant compte du rapport avec les politiques liées, on propose de développer les capacités techniques des institutions publiques concernant les questions relatives au secteur industriel et la participation de représentants de classe, dans les espaces de dialogue et d'élaboration de politiques existantes, ainsi que la formalisation d'un comité interinstitutionnel pour développer la compétitivité de l'industrie nationale.
- La gestion de la politique industrielle : à partir d'un diagnostic sectoriel en profondeur de l'industrie nationale, et la mise à jour des mécanismes légaux en gérant, maintenant et générant des connaissances sur l'industrie au Cap-Vert, on propose de réorienter la vision

et le rôle de l'industrie dans le développement national, à travers la conception d'une politique intégrée et cohérente.

- Réformes législatives : il faut mettre en œuvre un plan pour réformer les lois pertinentes et liées au secteur industriel, pour répondre aux besoins du secteur et pour le développement national de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAAP, ses sigles en portugais), le Gouvernement s'est proposé de promouvoir ce secteur important pour le développement économique du pays par le biais du lancement d'un processus pilote basé sur l'association publique et privée, le développement de capacités de standardisation et surveillance de l'industrie, le lancement du développement de zones industrielles, ainsi que la création de structures techniques pour soutenir le développement industriel.

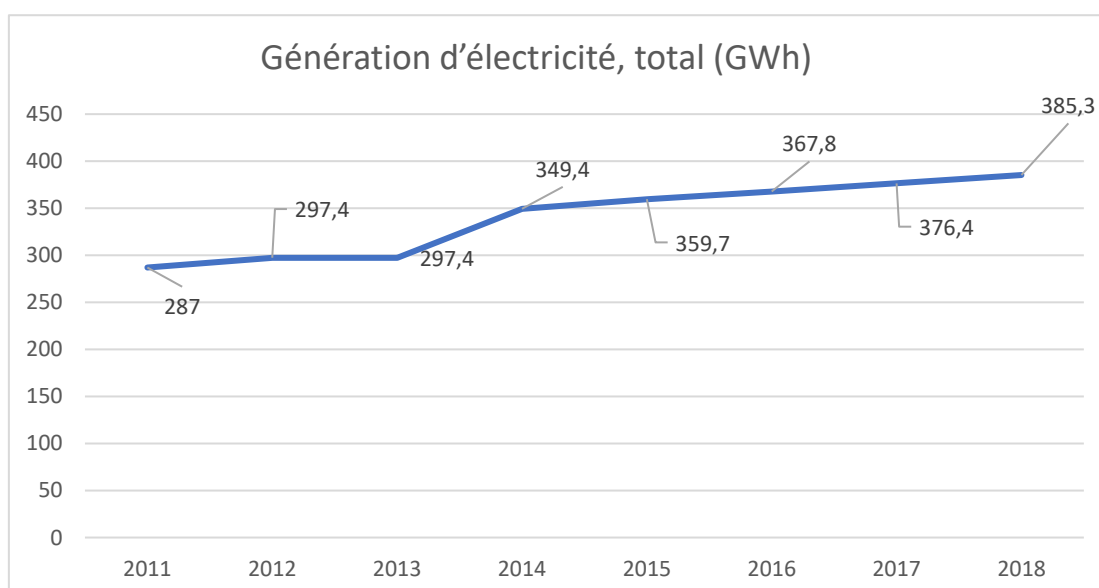
Analyse des secteurs avec du potentiel de croissance au Cap-Vert

À la suite, on analyse d'autres secteurs industriels et non-industriels à fort potentiel de croissance au Cap-Vert ayant pour dénominateur commun le manque de personnel qualifié.

Énergies renouvelables

La production d'électricité au Cap-Vert en 2018 a atteint 385,3 GWh, ce qui représente une hausse de 34,25% par rapport à l'année 2011, selon les données du portail d'énergie de la Banque Africaine de Développement (BAfD). L'accès de l'électricité est situé à 92,7% de la population, bien que ce pourcentage descende au 90% de l'accès parmi la population rurale.

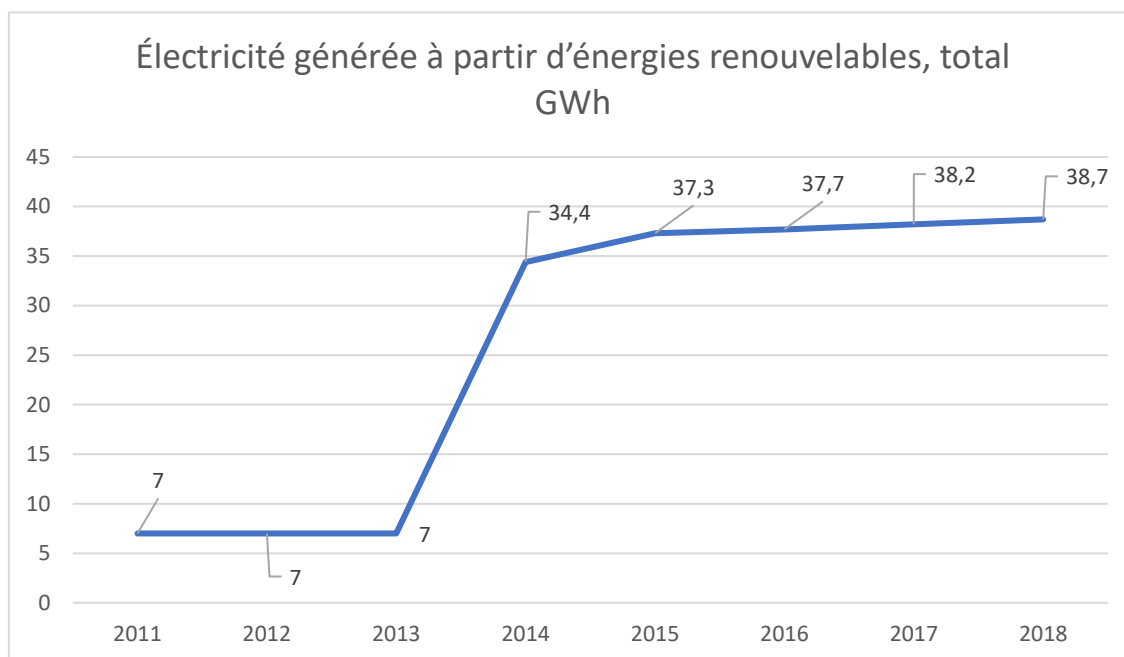
L'archipel dispose d'onze centrales thermiques, un parc éolien et deux centrales solaires, plus quatre centrales électriques indépendantes de producteurs.



Graphique 8. Génération d'électricité, total (GWh) 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

La capacité totale disponible d'Electra a été de 132 MW distribués par 124.664 MW (94.4%) de centrales électriques thermiques, 0,6 MW (0,5%) d'énergie éolienne et 6.750 MW (5,1%) de centrales solaires.

L'électricité générée au cours de l'année 2018 à partir de sources renouvelables au Cap-Vert a atteint les 38,7 GWh, ce qui représente le 10% du total de l'électricité générée et une hausse de 452,86% par rapport à l'année 2011.



Graphique 9. Électricité générée à partir d'énergies renouvelables, total GWh. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

Si nous nous concentrons sur la capacité installée des énergies renouvelables au cours de l'année 2018 (à l'exclusion de l'hydroélectricité) a atteint 34,4 MW face aux 31,5 MW au cours de l'année 2011, ce qui représente une hausse de 9,21%. Il se distingue, surtout, l'électricité installée en éolienne qui atteint les 26,9 MW face aux 7,5 MW de l'énergie solaire, conformément aux données du portail d'énergie de la Banque Africaine de Développement.

Tableau 9. Capacité installée d'énergie renouvelable. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement

Indicateurs	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Capacité installée d'électricité en énergie renouvelable totale (MW)	31,5	31,5	37,5	39	39	39	32,2	34,4
Capacité installée d'électricité en énergie éolienne (MW)	24	24	24	25,5	25,5	25,5	26	26,9
Capacité installée d'électricité en énergie solaire (MW)	7,5	7,5	13,5	13,5	13,5	13,5	6,2	7,5

Dans son plan de croissance durable 2017-2021, Cap-Vert vise à obtenir le 50% de son électricité des ressources d'énergie renouvelable pour 2030 et le 100% pour 2050, c'est pour ça que le potentiel de croissance pour les prochaines années est énorme.

Construction

La dernière recherche détaillée concernant le parc immobilier au Cap-Vert a été le Recensement Général de 2010. Les données collectées révèlent un total de 141.762 ménages (c'est-à-dire, unités de logement) dans le pays, divisé en 114.469 bâtiments. Parmi ces bâtiments, le 82,9% a un seul logement, pendant que le 9,3% contient deux unités et 6,1% sont des bâtiments avec trois unités ou plus (INE, 2010). Selon le gouvernement du Cap-Vert, il y a un déficit de logements et pour l'année 2030 le gouvernement prévoit une augmentation de 92.439 résidents dans les zones urbaines. Au cours de cette période, on aura besoin de plus de 26.000 nouveaux logements dans les villes, avec une moyenne annuelle entre 1.700 et 2.000 unités.

Le développement du secteur de la construction au Cap-Vert a été très lié au tourisme, il était accompagné d'une augmentation du nombre d'établissements hôteliers, chambres, lits et personnel des services liés au tourisme. Concrètement, au cours de l'année 2019, selon l'INE du Cap-Vert avait 284 établissements touristiques, ce qui représente une hausse du 59,55% par rapport à l'année 2010.

Tableau 10. Établissements et chambres hôtelières 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Établissements	178	195	207	222	229	226	233	275	284	284
Nombre de chambres	5 891	7 901	8 522	9 058	10 839	10 626	11 435	12 463	13 187	13 092

En plus, conformément à l'INE du Cap-Vert conformément à l'enquête sur les entreprises au cours de l'année 2018, il y avait, au total, 391 entreprises actives dans le secteur de la construction, ce qui représente une hausse du 47,55% par rapport à l'année 2013 qui requièrent du personnel qualifié pour les constructions.

De même, l'industrie manufacturière liée aux matériaux de construction malgré le fait qu'il est encore nouveau, il y a des opportunités dans la production de chaux, peinture, céramique et métallurgie qui requièrent du personnel qualifié. En fait, au cours de l'année 2019, le Taux de Production Civil, qui concerne la production de matériel de construction, a augmenté de 8,5% par rapport à l'année précédente, en enregistrant une croissance pour la quatrième année consécutive.

La croissance expérimentée au cours de l'année 2019 est justifiée essentiellement par la hausse dans la production de matériel de base (bitume, ciment, sable, gravier et fer) de 8,4% de matériel de revêtement (carreaux, mosaïques, ciment encollé) de 30%, aluminium (portes et fenêtres) de 14,2% et matériel électrique (23,1%).

Tourisme

Les 10 îles du Cap-Vert ont un climat agréable pendant la plupart de l'année, avec 350 jours de soleil et avec une côte de plus de 1.020 km., en plus d'une offre de paysages de montagnes et de plages.

Le secteur du tourisme reçoit aussi approximativement un 90% de l'Investissement Étranger Direct pour Cap-Vert, étant le principal contributeur à la croissance de l'économie et au facteur critique représenté par la génération d'emploi.

Selon les données de la Banque Mondiale, au cours de l'année 2018 on a enregistré 710.000 touristes internationales, ce qui représente une hausse du 6,29% par rapport à l'année précédente et une hausse du 147,39% par rapport à l'année 2010.

Tableau 11. Indicateurs touristiques 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale et INE Cap-Vert

Indicateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Touristes	287.000	428.000	482.000	503.000	494.000	520.000	598.000	668.000	710.000	NA
Capacité d'accueil	13 862	17 025	18 194	19 428	23 171	22 954	24 376	26 987	27 860	27 911
Personnel	4 058	5 178	5 385	5 755	6 282	6 426	7 742	8 825	9 417	9 050

Quant au personnel recruté lié au secteur touristique au cours de l'année 2019, selon l'INE du Cap-Vert, il a atteint 9.050 personnes, une hausse du 123,02% par rapport à l'année 2010.

Le gouvernement du Cap-Vert vise à continuer à soutenir la consolidation du secteur touristique dans sa nouvelle stratégie Cap-Vert Ambition 2030 et pouvoir atténuer les effets du coronavirus dans le secteur.

Si nous analysons la productivité du secteur au Cap-Vert, le Forum Économique Mondial publie le Taux de Compétitivité du secteur du tourisme et des voyages tous les deux ans, étant la dernière publication celle de l'année 2019. Conformément au même rapport, le secteur touristique du Cap-Vert a apporté, au cours de l'année 2018, un total de 354,1 millions de dollars. En plus, le Cap-Vert occupe le rang 88 sur 140 pays analysés avec un score de 3,6 ainsi qu'au cours de l'année 2017. Le Cap-Vert a un score supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2019 il a atteint un score moyen de 3,1.

Tableau 12. Taux de compétitivité touristique en Afrique. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial

Pays	Score global (1-7)	Classement mondial (1- 140)	Classement régional (1- 34)
Îles Maurice	4	54	1
Afrique du Sud	4	61	2
Seychelles	3,9	62	3
Namibie	3,7	81	4
Kenya	3,6	82	5
Cap-Vert	3,6	88	6
Botswana	3,5	92	7
Tanzanie	3,4	95	8
Sénégal	3,3	106	9
Rouanda	3,2	107	10
Mauritanie	2,7	135	30
Afrique subsaharienne	3,1	NA	

Le taux est composé de 14 facteurs analysés par pays lesquels, à son tour, sont divisés en plusieurs sous-facteurs. À la suite, on affiche les scores de chaque facteur pour le Cap-Vert par rapport au score moyen dans la région de l’Afrique subsaharienne :

Tableau 13. Taux de Compétitivité touristique du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial

Cap-Vert			Afrique subsaharienne (moyenne)
Facteur	Score (1-7)	Classement (sur 140)	Score (1-7)
Ouverture internationale	3,2	75	2,5
Priorisation du secteur	4,7	69	3,9
Disposition de TIC	4,2	91	3,2
Ressources humaines et marché du travail	4,2	94	3,9
Santé et Hygiène	4,7	96	3,2
Sécurité et protection	5,2	92	5
Climat des affaires	4,5	63	4,2
Compétitivité du prix	5,7	34	5,3
Durabilité environnementale	4,5	42	4,2
Infrastructure aérienne	3,5	46	2,1
Infrastructure terrestre et portuaire	3,1	82	2,7
Infrastructure des services touristiques	4,2	67	2,8
Ressources naturelles	2	128	2,9
Ressources culturelles et voyages d’affaires	1	136	1,3

Comme on peut l'apprécier, le Cap-Vert a un score supérieur dans presque tous les facteurs, à l'exception des ressources naturels, culturelles et les voyages d'affaires. Il existe une marge d'amélioration dans le domaine des ressources humaines, car le score du Cap-Vert a diminué par rapport au Taux de 2017, quand il disposait d'un score de 4,5.

En plus, conformément à la Banque Mondiale, l'incapacité pour obtenir du personnel convenablement formé est identifiée par les entreprises comme une limitation importante. Un bon exemple est le secteur touristique, représentant approximativement un quart des emplois disponibles. Bien que le taux d'emploi local est relativement élevé dans le secteur touristique, l'emploi de main-d'œuvre non-locale, particulièrement au niveau de gestion, représente un nombre relativement élevé.

Économie bleue

La promotion du Cap-Vert en tant que « Plateforme Maritime » est une priorité clé dans le plan de développement stratégique du Gouvernement et sa vision à long terme pour le développement durable, et d'importance stratégique dans l'intégration du pays dans l'économie globale. La vision du Gouvernement pour l'économie maritime cherche à exploiter le potentiel de l'océan et l'identité et la culture du Cap-Vert d'une manière durable pour contribuer à la croissance inclusive afin d'optimiser ses revenus économiques et sociaux, tandis qu'on minimise l'impact sur l'environnement et la dégradation des écosystèmes marins et côtiers. L'importance stratégique et transformatrice de l'économie marine contribuera de manière importante à positionner le Cap-Vert comme une économie circulaire dans le Mid-Atlantique et facilitera son intégration dans le système économique mondial.

C'est ainsi que, au cours de l'année 2017, le Gouvernement du Cap-Vert a signé un accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) pour élaborer le Plan National d'Investissements pour l'Économie Bleue (EPANB) et le Programme pour la Promotion de l'Économie Bleue (PROMEB), afin d'assurer que les revenus de la population active augmentent à travers la transformation et la croissance dans les secteurs économiques clés, y compris l'économie verte et l'économie bleue.

En plus, en 2018, la Commission Européenne et le Cap-Vert ont signé un nouvel accord de coopération concernant la recherche et l'innovation. L'Accord de Mindelo a pour but de renforcer et améliorer la coopération concernant la recherche et l'innovation par rapport à la croissance bleue entre les deux zones géographiques.

Il y a plusieurs sous-secteurs liés à la mer qui sont considérés comme prioritaires pour l'économie du Cap-Vert tels que les transports maritimes, les ports, la logistique et le transport maritime ; industrie de pêche et aquacole ; divertissement, sport, tourisme et culture.

Il y a aussi un autre ensemble de sous-secteur qui incluent la construction, l'entretien et la réparation de navires, autorités navales et maritimes, assurances et finances maritimes, énergies, ressources minérales et biotechnologie que, malgré avoir un énorme potentiel, ils n'ont encore pas d'importance économique dans l'archipel.

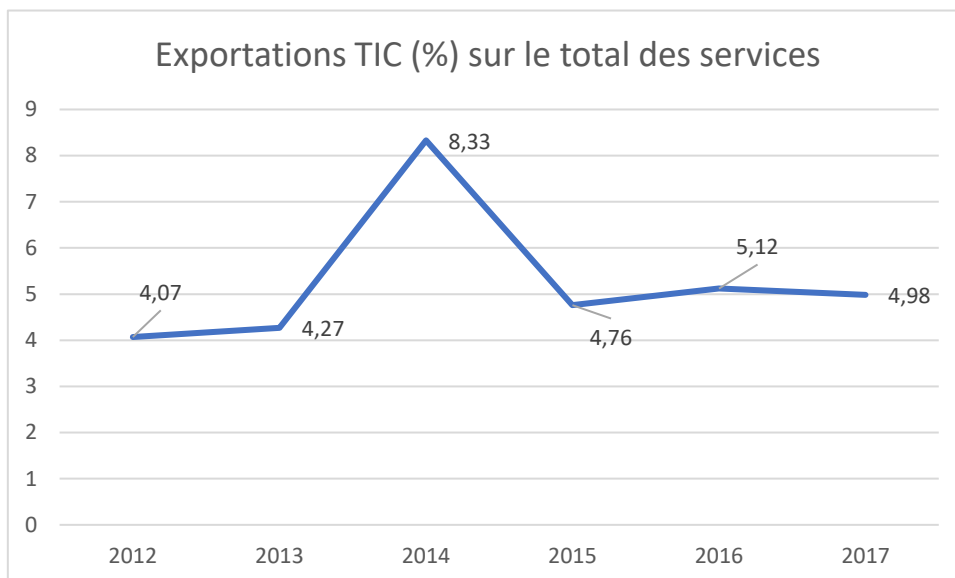
Nouvelles technologies

Le Cap-Vert était en train de se développer constamment dans le secteur de TIC dans les dernières années afin de générer une croissance économique, élargir les opportunités et améliorer la prestation et la qualité des services.

L'économie numérique est considérée cruciale pour atteindre les objectifs les plus larges établis dans son plan stratégique pour les secteurs comme celui de la santé, l'enseignement, le transport, ainsi qu'un véritable accélérateur dans le secteur touristique. Il contient trois piliers stratégiques pour atteindre la vision d'un établissement : connectivité ; développement de capacités et plateforme de services. Ces trois piliers sont développés sous quatre outils :

- Parc technologique du Cap-Vert : Le Parc Technologique du Cap-Vert est clairement un parc d'entreprises à base technologique où l'innovation est privilégiée et l'esprit d'entreprise est encouragé. Le projet se trouve, désormais, en cours de construction et sa finalisation est prévue pour le milieu de l'année 2020. Il comprend la construction de centres d'affaires, d'incubation, de certification et de formation, de bâtiments administratifs, Civic Auditorium, Data Center, avec des parcs dans les villes de Praia et Mindelo.
- Capacités dans l'économie numérique : Cap-Vert a besoin d'encourager un meilleur développement de sa main-d'œuvre de TIC, en créant le cadre pour fournir de la formation spécialisée en TIC aux ressources humaines nationales et régionales, en encourageant ainsi un système d'innovation technologique et d'entrepreneuriat dans son secteur de TIC. Cela peut représenter un catalyseur pour l'innovation exponentielle.
- Réseaux à l'étrangers et législation : c'est un besoin clé pour établir des rapports considérables avec des agents internationaux clés dans le secteur des TIC, car ces rapports peuvent représenter un intermédiaire pour accéder à des précieux investissements étrangers directs pour financer les services de TIC nécessaires pour mettre en œuvre le Tech Hub du Cap-Vert, prévu dans le plan de développement du pays. À cette fin, il est crucial de garantir que les politiques intelligentes, les réglementations effectives et la législation spécifique représentaient des priorités importantes pour cette initiative.
- Administration électronique : Le Cap-Vert doit améliorer sa plateforme actuelle du gouvernement électronique pour créer une meilleure intégration avec le secteur privé et la citoyenneté en général par le biais d'une plateforme d'échange de données (PDEX).

Selon les données de la Banque Mondiale, les exportations de services TIC au cours de l'année 2017 ont atteint le 4,98% du total des exportations de services face au 4,07% de l'année 2012.



Graphique 10. Exportations TIC (%) sur le total des services. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Le gouvernement du Cap-Vert reprend, dans son plan de développement, l'objectif de devenir un hub technologique fondé sur 3 piliers :



Illustration 5. Objectifs de la politique TIC au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Plan stratégique durable du Cap-Vert 2017-2021

Analyse de la formation générale et professionnelle au Cap-Vert

Système de la formation générale au Cap-Vert

Cap-Vert a accordé toujours une grande priorité à l'éducation et à la formation. Il a engagé des réformes couronnées de succès pour améliorer progressivement le fonctionnement du système d'enseignement et la qualité des services fournis aux enfants, aux jeunes et aux adultes. La structure du système d'enseignement cap-verdien est la suivante :

- Enseignement préscolaire : L'enseignement préscolaire a pour but de fournir de l'enseignement aux enfants entre quatre et six ans. Conformément à la Loi de Base du Système d'Enseignement, l'enseignement préscolaire est optionnel.
- Enseignement de base : L'enseignement primaire au Cap-Vert est obligatoire entre les 6 et les 11 ans et il est organisé en deux phases.
- Enseignement secondaire : il comprend entre les 12 et les 17 ans avec une durée de six ans. Il est organisé en 3 cycles de 2 ans chacun : un premier cycle (septième et huitième année) ; un deuxième cycle (neuvième et dixième année) ; et un troisième cycle (onzième et douzième année) avec une route générale et une route technique. À la fin de chaque cycle d'enseignement technique, les élèves peuvent assister à un cours professionnel complémentaire, ce qui leur permet d'obtenir une qualification professionnelle. L'enseignement secondaire est obligatoire jusqu'aux 15 ans.
- Enseignement supérieur : cet enseignement n'est pas obligatoire. Cap-Vert dispose de deux centres publics d'enseignement supérieur et huit centres privés d'enseignement supérieur.

De même, elle possède le système de formation technique et professionnelle expliqué dans l'alinéa suivant. Le gouvernement du Cap-Vert a dédié, au cours de l'année 2017 (dernière donnée disponible), le 5,2% du PIB tandis que l'Afrique subsaharienne a dédié, de moyenne, le 4,6% du PIB à l'éducation. À la suite, on trouvera les données de base de l'enseignement au Cap-Vert de l'année 2018 :

Tableau 14. Pourcentage de finalisation des études. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale

Indicateur	Donnée	Année
Pourcentage de scolarisation nette à l'école primaire	80%	2018
Pourcentage de finalisation de l'école primaire	87%	2018
Scolarisation nette à l'école secondaire	70%	2018

Scolarisation nette à l'enseignement supérieur	24%	2018
Taux d'alphabétisation des adultes	87%	2015

La politique du secteur de l'enseignement est établie dans le Programme National de Développement du Secteur de l'Enseignement 2017-2021 avec les buts suivants :

- Universalisation progressive de l'accès à l'enseignement préscolaire, de base et secondaire ;
- Amélioration de la qualité et importance des services d'enseignement.
- Renforcement de l'efficacité et de la gestion de l'enseignement.

Les priorités de la politique d'enseignement se concrétisent en programmes et projets, dont l'exécution est programmée pendant le délai du Plan Stratégique, dans un contexte de surveillance et évaluation permanente en fonction des résultats obtenus. Dans un processus mené par le Ministère de l'Enseignement et le Ministère des Finances (Direction Nationale du Plan), à portée de la construction du Plan Stratégique pour le Développement Durable du Cap-Vert, on a identifié cinq Programmes d'Investissement :

- Enseignement préscolaire : accès universel,
- Éducation de base obligatoire
- Renforcement et consolidation de l'enseignement secondaire ;
- Enseignement supérieur, science et innovation ;
- Gestion éducationnelle : le moteur d'un changement.

Les Programmes sont divisés en un Plan d'Action et contiennent des résumés des objectifs et les cibles associées, les activités et les résultats, les responsables de l'exécution et les estimations des coûts nécessaires pour sa réalisation. Le financement des Programmes n'est pas considéré comme une responsabilité exclusive du Gouvernement. Il assume une responsabilité partagée avec les familles, le secteur productif, le secteur des entreprises (public et privé), les ONG et les associés de développement du pays (rapports bilatéraux et multilatéraux).

Système de la formation professionnelle au Cap-Vert

La formation professionnelle et le système général d'apprentissage sont développés dans des centres, des entreprises ou des services spécifiques sur la base d'accords et protocoles signés entre les divers départements étatiques et non-étatiques intéressés dans le processus de formation. Le Gouvernement est responsable d'établir la coordination et le développement des actions par le biais de l'organisme compétent.

L'offre de formation professionnelle est gérée et coordonnée par l'Institut de l'Emploi et la Formation Professionnelle (IEFP), qui dispose d'un réseau d'entités publiques et privées qui offrent des plans de formation : centres de formation professionnelle et emploi, centres de formation professionnelle privée, écoles techniques publiques et privées, écoles secondaires avec des unités de formation, des universités, des chambres de commerce, des ONG et des entreprises de formation.

Au cours de la période 2012-2017 (dernière donnée disponible), 678 actions de formation ont eu lieu, qui ont bénéficié à 14.407 apprentis. En 2017, 156 actions ont été menées, ces actions ont permis de bénéficier à 4.096 élèves, dont la municipalité de Praia a eu le meilleur nombre d'actions et le nombre total d'élèves, ce qui était prévisible, tenant compte de l'importance de la municipalité en termes de concentration de la population. De 2016 à 2017, il y a eu une réduction de 11 actions et une augmentation de 1.249 élèves.

Tableau 15. Nombre d'élèves et actions de formation 2013-2017. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert

Année	Nombre d'actions de formation	Nombre d'élèves
2013	107	2171
2014	108	2115
2015	162	3178
2016	145	2847
2017	156	4096

Entre 2013 et 2017, parmi les 14.407 élèves, le 53,3% étaient des femmes et le 46,7% étaient des hommes. Du nombre total d'apprentis pendant la période analysée, environ 8.077 ont réussi (56% du total), avec un 55% de femmes et un 45% d'hommes. Par conséquent, il existe pratiquement un équilibre entre les sexes par rapport au taux de réussite.

Le pourcentage d'élèves qui choisissent une formation professionnelle par rapport au total des élèves de l'enseignement secondaire est très faible, au cours de l'année 2018, il a représenté le 5,71% du total des élèves inscrits en secondaire et, en plus, on apprécie une réduction si on le compare avec l'année 2010, dont le taux d'élèves de formation professionnelle était de 7,35% du total d'élèves inscrits de l'enseignement secondaire, selon les données de l'UNESCO.

Tableau 16. Pourcentage des élèves inscrits en Formation Professionnelle concernant les élèves de l'enseignement secondaire. Élaboration ad hoc. Source : UNESCO

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
7,35%	7,13%	6,68%	7,34%	7,09%	6,87%	6,86%	6,48%	5,71%

De 2013 à 2017, les 678 actions développées ont bénéficié de la participation de 86 organismes de formation, entre les structures du IEPF et ses associés. Il convient de mentionner que le nombre d'organismes de formation a augmenté pendant les 5 années de la période d'observation, de 12 à 23, ce qui représente presque le double de la valeur au cours de cette période.

Quant aux branches d'activité au cours de l'année 2017, on souligne les 4 familles professionnelles : hôtellerie, catering et tourisme ; administration et gestion ; formation des enseignants et des services sociaux, culturels et communautaires représentant environ le 58% en termes d'actions, et 49% en termes d'élèves.

Illustration 6. Nombre d'élèves et actions de formation par branche d'activité. Source : INE Cap-Vert

	Número de Ações	Número de Formandos
2013	107	2 171
2014	108	2 115
2015	162	3 178
2016	145	2 847
2017	156	4 096
Agrária	4	103
Marítimo Pesqueira	-	-
Indústrias Extrativas	-	-
Construção e Obra Civil	11	180
Madeira e Mobília	1	16
Produção, Transporte e Distribuição de Energia Elétrica	5	165
Instalação e Manutenção	-	-
Metalomecânica	1	20
Manutenção de Veículos	7	150
Confeção Têxtil e Pele.	5	85
Indústria de Processo	2	58
Hotelaria, Restauração e Turismo	27	599
Comércio, Transportes e Logística	1	22
Administração e Gestão	26	552
Tecnologias de Informação e Comunicação	16	334
Gráficas, Imagens e Sons	2	38
Serviços Sociais, Culturais e Comunitários	16	439
Saúde	-	-
Imagem Pessoal	7	146
Desporto, Atividades Físicas e de Lazer	-	-
Artes Plásticas e Artesanato, Música e Artes da Representação	4	77
Formação de Formadores	21	407
Meio Ambiente e Segurança	-	-

En ce qui concerne le coût moyen par apprenti, on a observé que les dépenses en formation initiale sont plus élevées par rapport à une formation continue, mais elles ont diminué de 113,385 en 2011 à 80,759 escudos en 2016 en formation initiale.

Le taux d'insertion professionnelle a amélioré au cours de la période 2013-2018, mais il y a encore une large marge d'amélioration. Les diplômées, lors du cours 2017/2018, ont un taux d'insertion professionnelle du 46,7% face au taux de 24,3% enregistré dans les diplômés qui ont terminé ses études en 2013/2014.

Tableau 17. Évolution du taux d'insertion professionnelle. Élaboration ad hoc. Source : IEFP

Année	Taux d'insertion professionnelle
2013/2014	24,3%
2014/2015	35,8%
2015/2016	37,2%
2016/2017	38,2%
2017/2018	38,9%

Analyse des politiques publiques en emploi et formation au Cap-Vert

Le Cap-Vert a un système de formation technique et professionnel relativement jeune, car il a été réglementé dans la loi 20/2010 du Régime Juridique Général du Système National de Qualifications et défini les instruments, actions et structures nécessaires pour son fonctionnement et son développement. Ultérieurement, la loi 53/2014 établit le régime général de la formation professionnelle réglementant les aspects suivants :

- Le statut de l'élève ;
- Le statut de l'enseignant ;
- L'attestation professionnelle ;
- Le financement public de la formation professionnelle ;
- Le régime d'organisation des centres de formation professionnels publics et privés ;
- Le régime juridique de l'apprentissage ;
- Le régime des stages professionnels ;
- La validation des qualifications obtenues à l'étranger ;
- Le partenariat des employeurs et des centres de formation dans le financement de la formation professionnelle ;

Au cours de l'année 2012, il a été créé le Fonds pour la Promotion de l'Emploi et la Formation par le biais de la Décision N° 5/2012, un mécanisme pour financer la formation professionnelle, institué par le Gouvernement du Cap-Vert, afin de soutenir des initiatives pour développer l'employabilité des ressources humaines, l'insertion socioéconomique des travailleurs au chômage, spécialement les jeunes qui cherchent son premier emploi, et la formation continue adaptée aux besoins de l'économie nationale.

Un autre jalon dans la formation professionnelle du Cap-Vert était la création de l'Institut de l'Emploi et la Formation Professionnelle par le biais du décret-loi 3/2019 approuvé par le conseil des ministres. Cet institut a les attributions suivantes :

- Promouvoir la qualification professionnelle de la population, à travers de la provision de capacitation professionnelle, initiale et continue, certifiée et pertinente pour la modernisation de l'économie ;
- Contribuer aux promotions et à l'encouragement d'organismes privés certifiés pour mener à terme des actions de formation professionnelle qui sont reconnues comme appropriées pour les besoins des personnes et moderniser le tissu économique ;

- Contribuer à la définition, conception et évaluation des politiques et mesures pour les secteurs de l'emploi, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat ;
- Contribuer à l'ajustement entre l'offre et la demande d'emploi, par le biais de la participation dans l'organisation du marché du travail ;
- Promouvoir les informations, l'orientation professionnelle et une meilleure qualification en vue de l'emploi indépendant et l'insertion dans le marché du travail ;
- Promouvoir la formation du secteur privé en collaboration avec les organisations socioéconomique, pour encourager l'entrepreneuriat ;
- Soutenir les organismes publics et privés dans l'organisation du dossier technique en vue de leur certification en tant qu'organismes de formation ;
- Approuver les processus de certification pour les cours de formation professionnelle ;
- Articuler, avec le système National de Qualification, les actions de promotion, développement et intégration d'offres de formation, à travers le Catalogue National de Qualifications et le Processus de Validation et Certification de Compétences ;
- Assurer et coordonner le travail de la Commission d'Équivalence pour la formation professionnelle, en collaboration avec d'autres institutions avec des compétences dans ce domaine ;
- Participer à la régulation du système de l'emploi et la formation professionnelle, en proposant des mesures législatives et réglementaires pertinentes ;
- Promouvoir des offres compétitives de formation professionnelle pour satisfaire les demandes de la migration professionnelle et circulaire ;
- Développer les rapports d'association avec des institutions similaires dans les pays récepteurs d'émigration du Cap-Vert ;
- Participer à la coordination d'activités de coopération technique développées avec des organisations nationales et internationales et les pays étrangers dans les domaines de formation professionnelle, emploi et entrepreneuriat ;
- Coopérer, dans le domaine de ses fonctions respectives, avec les interlocuteurs sociaux, les organisations non-gouvernementales, les organisations qui représentent les classes, les institutions privées de formation professionnelle, en vue d'une intervention articulée, conduisant à l'efficacité du secteur ;
- Coopérer, dans le domaine de ses fonctions respectives, avec des départements gouvernementaux compétents.

L'IEFP du Cap-Vert dispose, souvent, du soutien financier et technique de différents organismes internationaux pour le développement de la formation professionnelle dans le pays qui lui permet d'articuler une série de programmes. À la suite, on résume les programmes les plus remarquables de l'année 2019 et qui sont récurrents :

Tableau 18. Programmes de promotion de la FPT au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source INAP-FPT

Programme	Objectifs	LIEN
Programme de stages professionnels chez les entreprises	Son objectif est d'introduire les jeunes dans la vie active, à travers la formation pratique dans le lieu de travail, complémentaire à une qualification préexistante. Dans ce programme, les entreprises payent les bourses, lesquelles bénéficient des avantages fiscaux.	LIEN
Entreprenariat et emploi indépendant	Il contient un ensemble d'actions (formation, assistance technique, financement d'équipes et suivi) qui ont pour but de réveiller l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les adultes, en démystifiant les limitations dans le processus de création d'une affaire, en les encourageant à créer leurs propres affaires. En outre, il vise à soutenir les entrepreneurs.	
Chômeurs à longue durée	Promouvoir l'employabilité des chômeurs à longue durée à travers le développement de capacités personnelles et / ou professionnelles, en contribuant, ainsi, à l'insertion professionnelle de ce public ciblé. Il se concentre sur des chômeurs entre 18 et 40 ans qui sont inscrits au CEFP pendant plus de 12 mois et qu'ils n'ont pas été mis sur le marché du travail au cours de la période.	
Formation initiale	Son objectif est l'acquisition, de la part des élèves, des connaissances et capacités nécessaires pour l'exercice d'une profession.	
Initiation professionnelle	Elle intègre des actions de formation destinées à fournir aux élèves des capacités de base et des connaissances techniques, afin de créer les conditions pour accéder à une profession essentiellement pratique.	
Formation continue	Elle complète et améliore les connaissances, les capacités pratiques, les attitudes et les formes de comportement dans le domaine de la profession.	

Entretien approfondi : M. Adriano Cruz, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce de Barlovento

Dans l'Annexe I de ce document, il figure le questionnaire fourni par le Secrétaire Général de la Chambre de Commerce de Barlovento, M. Adriano Cruz.

Conformément au questionnaire et l'entretien personnel, les conclusions suivantes sont tirées :

Le système de formation professionnel possède une large marge d'amélioration

Il existe une demande de formation dans les secteurs suivants :

- Plomberie / Climatisation / Frigorifiques / Calorifiques
- Énergies renouvelables
- Installations Électriques
- Transformés Métalliques
- Gestion de déchets
- Informatique : électronique, conception graphique, modélisation 2D/3D

Financement public insuffisant

Manque de capacité installée pour mener à terme la formation professionnelle nécessaire pour le marché : formation technique qui dure entre 6 et 9 mois, avec des composants moins théoriques et plus pratiques, dans un contexte commercial (Système DUOL)

Dû à la situation actuelle, la tendance est de parier sur une formation à travers des plateformes en ligne sur les matières qui le permettent

Le pourcentage d'insertion professionnelle est faible, situé au-dessus du 25% comme maximum d'élèves qui terminent la formation

Illustration 7. Principales conclusions de l'entretien approfondi. Élaboration ad hoc

Conclusions

Ce rapport a analysé, d'une part, les secteurs dynamiques du Cap-Vert et, d'autre part, le système de formation professionnelle et technique du pays dans le but d'avoir une vision globale des besoins de formation dont les entreprises et le grand public ont réellement besoin.

Il ressort du rapport une série de conclusions qui laissent présager que le secteur de la formation professionnelle a un énorme potentiel dans les différents secteurs économiques du pays, malgré les difficultés structurelles comme la taille de son économie et la forte dépendance du tourisme lequel, en plus, est marqué par la situation actuelle du coronavirus.

À la suite, on synthétise les éventuelles niches où il y a encore des besoins de main-d'œuvre qualifiée et que la formation professionnelle et technique peut couvrir ces nécessités dans certaines compétences :

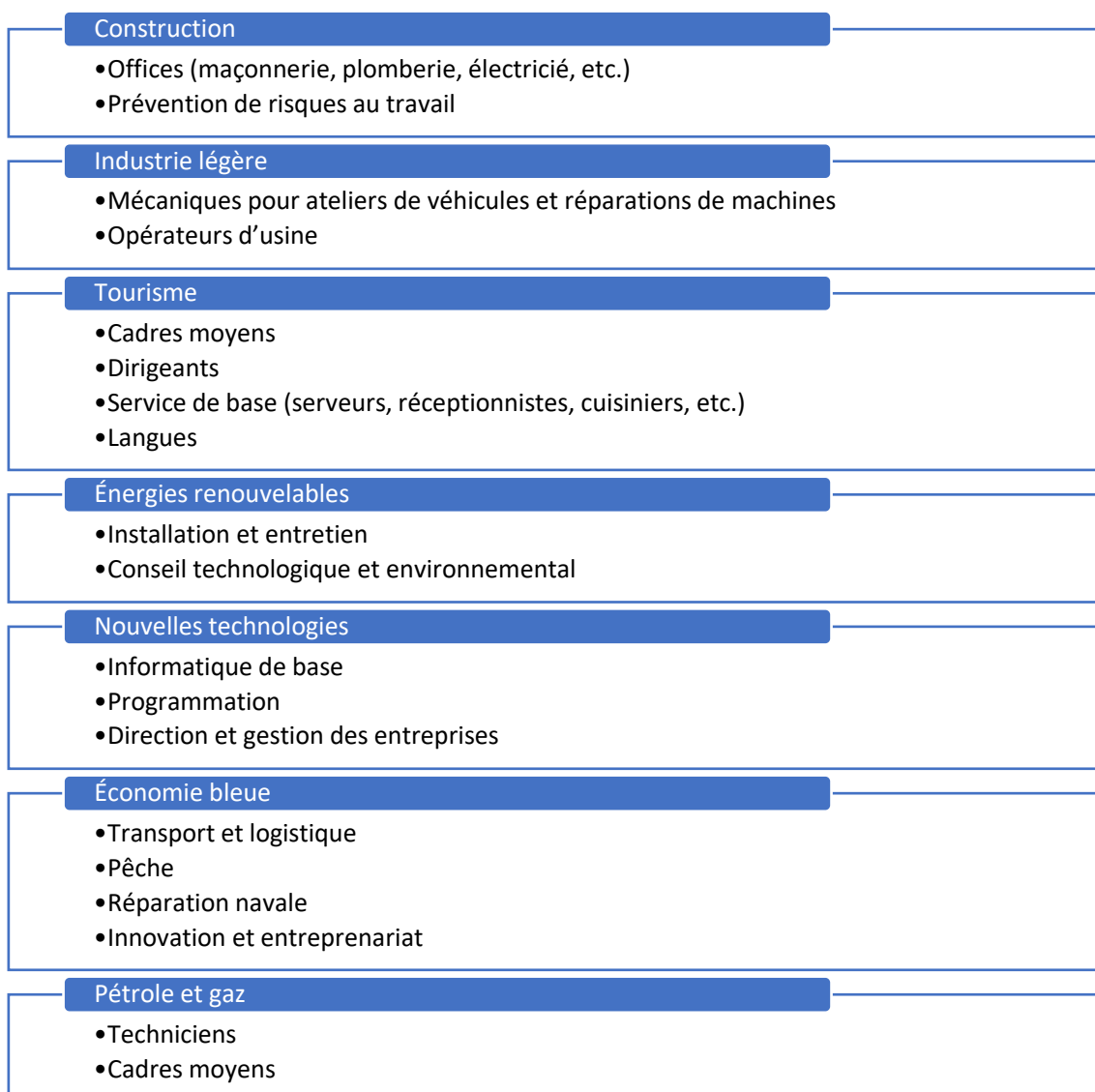


Illustration 8. Besoins de la formation professionnelle au Cap-Vert. Élaboration ad hoc.

ANNEXE I : Questionnaire M. Adriano Cruz

Questionnaire des besoins de formation

Introduction

L'objectif de ce questionnaire est de connaître les besoins de formation dans le domaine industriel de chacun des associés CONFIAFRICA pour émettre un diagnostic.

Questionnaire

1. *Qui détermine l'organisation de la formation professionnelle ?*

A entidade formadora é quem determina a organização da Formação profissional

2. *Où on réalise la formation professionnelle ?*

Em espaços pertencentes ou arrendados pelas entidades formativas

3. *Qui détermine les contenus de la formation professionnelle ?*

Os conteúdos são de responsabilidade da entidade formadora, em concertação com os formadores. As formações são aprovadas pelo Sistema Nacional de Qualificações

4. *Qui paye la formation professionnelle ?*

Os formandos e/ou financiadores

5. *Quelle est la qualification obtenue à la fin de la formation professionnelle et quelles sont les opportunités qui s'offrent dans le marché du travail ?*

A qualificação e as oportunidades de ingresso ao mercado de Trabalho dependem do tipo de curso, carga horária, metodologia aplicada e aproveitamento pelo formando.

6. *Quelle image diriez-vous que la formation professionnelle a dans votre pays ?*

- Mauvaise X
- Moyenne
- Bonne
- Très bonne

7. *À votre avis, quelles sont les principales compétences techniques requises dans le marché du travail ?*

- Plomberie / Climatisation / Frigorifiques / Calorifiques X
- Énergies renouvelables X
- Installations Électriques X
- Transformateurs Métalliques X

Gestion de déchets X

Informatique X

Électronique

Design Grafico, Modelagem em 2D e 3D

8. Quels sont les moyens disponibles dans votre organisation pour la formation professionnelle dans le domaine des professions techniques ?

Bâtiment industriel

Outils

Salle de formation X

Enseignants qualifiés X

Programme d'études conforme aux besoins professionnels X

9. Quelle méthodologie appliquez-vous pour détecter les besoins de formation ?

Enquêtes et feedback du secteur privé X

Rapports X

Tendances du marché X

Autres

10. Quel pourcentage des élèves trouvent de l'emploi après achever leur formation ?

- (X) Entre 0-25%
- () Entre 26%-50%
- () Entre 51%-75%
- () Entre 76%-100%

11. Existe-t-il des modèles de collaboration publics et privés concernant la formation professionnelle dans votre pays ? Quel rôle jouent les entreprises locales ? **Cedência de estagios profissionais**

12. Collaborez-vous dans la définition des programmes de formation ? Existe-t-il des accords de partenariat pour la réalisation de pratiques PENDANT le processus de formation ? **Se for entre público e privado, esse tipo de acordo não é evidente**

13. Typologie des élèves : pourcentage d'élèves accédant comme suite de leur enseignement « obligatoire » et pourcentage des élèves accédant comme requalification/orientation professionnelle. **50/50**

14. Typologie de formation préférée. **Em Cabo Verde as tipologías de Formação profissional são: Inicial, Continua e de Dupla Certificação. Seminários, Congressos, etc. não entram na tipologia de formação**

- Cours
- Atelier (activité pratique pour le développement de compétences)
- Séminaire
- Session Clinique
- Journées et Conférences.
- Rotation/Stage de formation dans d'autres Services/Établissements

15. *Modalité de formation préférée*

- Présentielle X
- Mixte
- E-learning X
- Cours en ligne Massifs et ouverts

16. *Durée de la formation préférée. Depende sempre de: (i) Tipología (inicial, continua ...), (ii) Modalidade (qualificação, aperfeiçoamento, especialização, reciclagem, ...), (iii) Forma de Organização (Presencial, Semi-presencial, DUOL, a Distância: e-learning ou live training)*

- Indifférent
- Moins de 15 heures
- Entre 15 et 30 heures
- Entre 30 et 50 heures
- Plus de 50 heures

17. *Emploi du temps préféré.* Idem a 16. Embora a pandemia não deve pendurar por muito mais tempo, ha que considerar as normas de Segurança e Distanciamento pelo que a "EAD – Educação a Diatancia" (live training e e-learnig) ganhará preferencia dos formandos

- Indifférent
- Matins
- Après-midi
- Matins et après-midi
- En ligne

18. *Distribution temporelle préférée. Idem a 16.*

- Indifférent
- Intensive (Entre 3 y 4 sessions par semaine pendant peu de semaines)
- Distribuée (Entre 1 y 2 sessions par semaine pendant plusieurs semaines)

19. Indiquez s'il existe des obstacles à la réalisation de vos activités de formation

- Nous n'identifions aucun obstacle empêchant de réaliser la formation
- Difficulté pour faire connaître l'offre de formation
- Il n'y a pas de demande suffisante pour le programme de formation
- Difficulté pour réaliser le cours pendant les heures de travail
- L'emploi du temps des cours est incompatible avec l'activité professionnelle des élèves
- Elle représente un déplacement géographique (ou dans la même ville, sans ressources de l'élève pour prendre le transport public)
- Difficulté pour acquérir les autorisations nécessaires, changer les emplois du temps du travail, etc.
- Financement insuffisant X
- **Falta de capacidade instalada para realizar a formação profissional necessária ao mercado - formações técnicas com duração entre 6 – 9 meses, com componentes menos teórica e mais prática, em contexto empresarial (Sistema DUOL)**

20. Données de contact

Entreprise : **Câmara de Comércio de Barlavento**

Prénom : **Adriano**

Noms : **Cruz**

Fonction : **Secretario-geral**

ANNEXE II : Index des tableaux, graphiques et illustrations

Index des tableaux

Tableau 1. Données de Base du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : CIA WORLD FACT BOOK, Nations Unies et Banque Mondiale	2
Tableau 2. Principaux indicateurs économiques. Élaboration ad hoc. Sources : diverses.....	3
Tableau 3. Statistiques concernant l’emploi informel au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert.....	5
Tableau 4. Chômeurs par tranche d’âge 2011-2019. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert	8
Tableau 5. Secteurs productifs du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale.....	9
Tableau 6. Entreprises actives dans le secteur industriel 2013-2018. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert.....	13
Tableau 7. Produits exportés en 2019. Élaboration ad hoc. Source : UNCOMTRADE	16
Tableau 8. Variables de croissance d’exportations 2015-2019. Élaborations ad hoc. Source : UNCOMTRADE.....	17
Tableau 9. Capacité installée d’énergie renouvelable. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement	22
Tableau 10. Établissement et chambres hôtelières 2010-2019. Élaboration ad hoc : INE Cap-Vert.....	23
Tableau 11. Indicateurs touristiques 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale et INE Cap-Vert.....	24
Tableau 12. Taux de compétitivité touristique en Afrique. Élaboration ad hoc : Forum Économique Mondial	25
Tableau 13. Taux de Compétitivité touristique du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique Mondial	25
Tableau 14. Pourcentage de finalisation des études. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale	29
Tableau 15. Nombre d’élèves et actions de formation 2013-2017. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert.....	31
Tableau 16. Pourcentage des élèves inscrits en Formation Professionnelle concernant les élèves de l’enseignement secondaire. Élaboration ad hoc. Source : UNESCO	31
Tableau 17. Évolution du taux d’insertion professionnelle. Élaboration ad hoc. Source : IEFP .	32
Tableau 18. Programmes de promotion de la FPT au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source INAP-FPT.....	35

Index des graphiques

Graphique 1. Taux de chômage 2010-2019. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale/OIT	4
Graphique 2. Nombre de chômeurs 2011-2019. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert	5
Graphique 3. Nombre d’emplois 2011-2019 au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert.....	6
Graphique 4. Nombre d’emplois par secteur au Cap-Vert (2011-2019). Élaboration ad hoc. Source : INE Cap-Vert	7
Graphique 5. Contribution (%) du secteur manufacturier au PIB (valeur ajoutée) 2000-2018. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale.....	10
Graphique 6. Contribution de la construction au PIB du Cap-Vert 2000-2019 (Valeur ajoutée). Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement.....	14
Graphique 7. Évolution des taux d’intérêts sur les emprunts 2015-2019 (%). Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale	19
Graphique 8. Génération d’électricité, total (GWh) 2011-2018. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement	21
Graphique 9. Électricité générée à partir d’énergies renouvelables, total GWh. Élaboration ad hoc. Source : Banque Africaine de Développement	22
Graphique 10. Exportations TIC (%) sur le total des services. Élaboration ad hoc. Source : Banque Mondiale	28

Index des illustrations

Illustration 1. Évolution de la production perspective. Source : INE Cap-Vert	11
Illustration 2. Facteurs limitatifs de l’activité manufacturière. Source : INE Cap-Vert	11
Illustration 3. Taux de compétitivité du Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Forum Économique et Mondial	12
Illustration 4. Enjeux du secteur industriel. Élaboration ad hoc. Plan Stratégique de Développement Durable 2017-2021 du Cap-Vert	15
Illustration 5. Objectifs de la politique TIC au Cap-Vert. Élaboration ad hoc. Source : Plan stratégique durable du Cap-Vert 2017-2021	28
Illustration 6. Nombres d’élèves et actions de formation par branche d’activité. Source : INE Cap-Vert	32
Illustration 7. Principales conclusions de l’entretien approfondi. Élaboration ad hoc.....	36
Illustration 8. Besoins de la formation professionnelle au Cap-Vert. Élaboration ad hoc.....	37